



## **LA CONVENTION DE LA CEDEAO SUR LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE**

Analyse et recommandations pour un plan d'action

## **ECOWAS CONVENTION ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS**

Analysis and recommendations for the development  
of a plan of action

**Ilhan Berkol**

© Groupe de recherche et d'information  
sur la paix et la sécurité (GRIP)  
rue Van Hoorde, 33  
B-1030 Bruxelles  
Tél.: (32.2) 241.84.20  
Fax: (32.2) 245.19.33  
Courriel: [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Siteweb: [www.grip.org](http://www.grip.org)

---

## Sommaire

---

Introduction	4
Analyse de la Convention	5
Conclusions	10
- L'Union européenne et son soutien au processus	11
- Recommandations	11
Texte de la Convention	14

---

## Contents

---

Introduction	30
Analysis of the Convention	31
Conclusions	36
- The European Union and its support to the process	37
- Recommendations	37
Text of the Convention	39

## Introduction

La Convention de la CEDEAO<sup>1</sup> « sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes »<sup>2</sup> adoptée le 14 juin 2006 est le résultat du processus de transformation du Moratoire de la CEDEAO sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères<sup>3</sup> en une convention légalement contraignante. Le Moratoire a une durée limitée et est un engagement de nature politique. De plus, n'étant pas cadré par un texte détaillé, sa mise en œuvre sur le terrain fut difficile<sup>4</sup>. Un rapport d'évaluation établi par des experts indépendants en 2002<sup>5</sup> a montré plusieurs lacunes conduisant au non-respect du Moratoire par certains Etats et à de sérieuses négligences. Le fait qu'il soit volontaire est à l'origine de l'absence de sanctions et de mesures permettant une application efficace. Le défaut d'une stratégie de communication efficace entre les Etats membres et d'harmonisation des mécanismes de contrôle a également causé un manque d'implication de la part de certains acteurs gouvernementaux et de la société civile, dont la plupart ignore même l'existence du Moratoire.

Les conséquences dévastatrices de la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) continuent donc à menacer la stabilité et la sécurité de la sous-région. Soucieux de pérenniser et de renforcer les efforts de développement, de paix et de réconciliation, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont décidé de transformer le Moratoire en une convention juridiquement contraignante lors du Sommet de Dakar du 30 janvier 2003.

Le processus de transformation du Moratoire est un processus intégré, qui a compté sur la contribution de plusieurs acteurs, notamment de l'Union européenne (UE)<sup>6</sup>, ainsi que du Canada et de la Suisse. La société civile ouest-africaine a également joué un rôle actif dans le processus] en soumettant un projet de protocole à Bamako en mars 2005. Ce dernier a servi de base, avec un projet de convention établi par le PCASED<sup>7</sup>, aux deux consultants choisis par le Secrétariat de la CEDEAO en décembre 2005 afin de développer le texte de la convention<sup>8</sup>. Le projet établi par les deux consultants a été revu lors de deux réunions d'experts indépendants et gouvernementaux, respectivement en mars et mai 2006, avant d'être soumis à l'approbation des chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet d'Abuja en juin 2006.

1. Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest.

2. Le texte complet de la Convention est disponible sur : [http://www.grip.org/research/convention\\_CEDEAO\\_FR.pdf](http://www.grip.org/research/convention_CEDEAO_FR.pdf)

3. Voir : <http://www.grip.org/bdg/g1650.html> ; le Moratoire a été adopté en 1998 et reconduit en 2001.

4. Même si son Code de conduite adopté le 10 décembre 1999 prévoit pour la première fois plusieurs aspects de la lutte contre les armes légères, il s'est avéré rapidement inefficace sur le terrain.

5. « *Evaluation study on the ECOWAS Moratorium on importation, exportation, and manufacture of small arms in West Africa* », soumis à la CEDEAO le 21 octobre 2002.

6. Le projet de convention a pu aboutir grâce à l'appui financier de l'UE à hauteur de 515.000 euros.

7. « Programme for Coordination and Assistance for Security and Development » créé en mars 1999 pour cinq ans en vue de soutenir le Moratoire.

8. Les experts nommés pour rédiger le Projet de convention étaient le Dr. Sola Ogunbanwo (Nigeria), consultant international, et Ilhan Berkol (Belgique), chargé de recherche auprès du GRIP.

---

## Analyse de la Convention

---

La Convention s'articule autour d'un Préambule et de 7 chapitres qui comptent au total 32 articles.

### **PREAMBULE**

Il fait référence aux textes fondamentaux<sup>9</sup>, avec un accent particulier sur certains principes, notamment le droit à la légitime défense, la non-ingérence dans les affaires des Etats membres et la prohibition de l'usage ou de la menace de l'usage de la force dans les relations entre Etats.

Il rappelle également certains instruments juridiques de la CEDEAO, notamment le Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion et de règlements des conflits, du maintien de la paix et de la sécurité, socle de la politique de la CEDEAO dans les domaines de la défense, de la sécurité et de la promotion de la paix.

Dans cette section, les Etats membres expriment aussi leur préoccupation face à l'impact de la prolifération des ALPC comme menace directe pour la sécurité humaine, concept universel qui va au-delà des concepts de sécurité des Etats et de sécurité commerciale.

Ils affirment également leur détermination à pérenniser les acquis du Moratoire par une convention légalement contraignante et à renforcer les capacités du Secrétariat exécutif en matière de lutte contre les ALPC illicites. Ce dernier point est très important car pratiquement tous les chapitres de la Convention font référence aux tâches qui incombent au Secrétariat de la CEDEAO afin de mener à bien sa mise en œuvre.

### **CHAPITRE I - DEFINITIONS ET OBJECTIFS**

Il s'agit de permettre une même compréhension de la Convention en recourant à des définitions agréées et validées au niveau international. Parmi les termes-clés on retrouve :

- **Les armes légères et de petit calibre**, entre lesquelles on fait une distinction<sup>10</sup>, les premières étant utilisables par un groupe de personnes tandis que les secondes sont à usage personnel ;
- **Les munitions**, qui sont exclues de tous les instruments existant à l'échelle globale. Il s'agit d'une situation unique car la Convention les considère comme une arme en tant que telle et toutes les dispositions les incluent. Les Etats membres ont compris l'importance des munitions puisque, d'une part, sans elles, les armes ne fonctionnent pas, et d'autre part, leur suivi peut conduire aux armes illicites ;
- **Les autres matériels connexes**, comme les composantes et les pièces détachées importantes devraient également être suivies, ce qui est une nouveauté ;
- **Les transferts**, qui pour la première fois, sont inclus et font l'objet d'une définition dans un instrument international. Il s'agit de prendre en considération tout mouvement d'armes et non uniquement l'exportation, ce qui fut le cas jusqu'à présent. On y inclut donc entre autres le transport, le transit, l'importation et l'utilisation ;
- **Les acteurs non étatiques**, qui apparaissent également pour la première fois dans un tel instrument. Leur prise en considération dans la région subsaharienne est un aspect novateur très important que les Etats n'ont pas réussi encore à définir au niveau international.

Cette section de la Convention fixe également **les objectifs** qui sont de consolider, améliorer et adapter les acquis du Moratoire. La Convention est proactive, la notion de prévention prime. Cet aspect est

---

9. Comme les principes de la Charte des Nations unies et du Droit international humanitaire et des droits humains, le Traité révisé de la CEDEAO (notamment les articles 58 et 77 relatifs à la sécurité régionale et aux sanctions), la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la femme, la paix et la sécurité ainsi qu'une série d'initiatives telles que le Programme d'action de l'ONU, le Protocole sur les armes à feu, l'Instrument sur la traçabilité de l'ONU, la Déclaration de Bamako, la Position commune africaine de 2006 pour la Conférence de révision de l'ONU sur les ALPC.

10. En accord avec la définition donnée par le Groupe d'experts sur les armes légères de l'ONU de 1997.

également nouveau car en général, les instruments existants ne prévoient d'action que lorsque l'arme est saisie en situation d'illégalité, ce qui implique l'écoulement d'un certain laps de temps avant de pouvoir la tracer. Ici, le contrôle des armes s'opère dès le début du transfert et toute suspicion de déviation donnera rapidement lieu au traçage. Les contrôles proactifs que les Etats ouest-africains ont acceptés, ont déjà été refusés par plusieurs Etats lors des débats au sein de l'ONU, pour des raisons politico-économiques.

## CHAPITRE II - TRANSFERTS DES ALPC

Tout en gardant l'esprit du Moratoire, la Convention incorpore le principe d'interdiction assortie de possibilité d'exemption, qui s'opère à travers le concept élargi de transferts d'armes et inclut les équipements servant à leur fabrication.

On ajoute la clause d'interdiction absolue de transfert d'armes aux acteurs non étatiques, si ce transfert n'est pas autorisé par l'Etat membre.

Enfin, les ALPC n'étant pas des marchandises comme les autres, elles sortent du cadre de l'article 45 du Traité révisé de la CEDEAO qui prône la libre circulation des marchandises dans la région.

Les articles 4, 5 et 6 de la Convention posent les conditions, procédures et critères d'exemption. L'objectif est d'offrir aux Etats membres, dans des conditions particulières, des possibilités d'exemption du principe d'interdiction. Toute requête d'exemption implique de fournir au Secrétariat exécutif des éléments permettant de l'analyser.

De plus, les Etats sont appelés à développer des systèmes de réglementations strictes devant régir les transferts, alors que le Secrétariat est obligé de justifier les refus d'exemption notifiés et de publier un rapport annuel détaillé sur les autorisations.

### Prise de décision

Le Secrétariat exécutif émet un premier avis sur la requête et la transmet aux Etats membres qui doivent se prononcer sur la base d'un consensus. Cette façon de décider collégialement permettra de créer une confiance mutuelle entre les Etats en éliminant tout comportement arbitraire. En effet, tout refus non justifié d'un Etat le mettrait en position inverse lorsqu'à son tour, il devrait demander une exemption. A défaut de consensus, c'est le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO qui tranche.

L'article 6 prévoit les critères d'exemption pour autoriser le transfert. Ces critères ont été inspirés des différents documents existants au niveau international comme le Code de conduite européen et le projet de traité sur les transferts d'armes (ATT). Toutes les conditions sont donc réunies dans cet article pour le respect des droits humains et du droit humanitaire international, des embargos, de la Charte de l'ONU et tout autre traité ou décision que les Etats membres sont tenus de respecter.

## CHAPITRE III - FABRICATION D'ALPC

Les articles 7 et 8 posent le principe du **contrôle** strict de la fabrication des ALPC :

- en réglementant les activités des fabricants locaux avec une politique de réduction et de limitation ;
- en rassemblant les informations sur la production industrielle là où elle existe ;
- en soumettant l'activité de fabrication à des préalables liés à la fourniture d'informations précises au Secrétariat exécutif de la CEDEAO.

Dans le cadre du Moratoire, la fabrication locale est interdite. Il a été constaté que, dans la pratique, cette interdiction était impossible à contrôler, notamment dans certains Etats où la fabrication locale est ancrée dans la culture du pays. Il y a donc un risque de pousser les fabricants locaux dans une totale clandestinité. Le fait d'autoriser cette activité sous le contrôle de l'Etat permettrait de mettre à jour un certain nombre de fabricants et de suivre leur pratique en conformité avec les exigences de la Convention (article 8). Les données seront donc rassemblées au niveau national et transmises au Secrétariat exécutif de la CEDEAO.

## CHAPITRE IV - **TRANSPARENCE ET ECHANGE D'INFORMATION**

La Convention établit un certain nombre de moyens et d'instruments susceptibles de promouvoir la transparence et la confiance entre les Etats membres en :

- institutionnalisant des banques de données et des registres des armes<sup>11</sup> (articles 9-11) ;
- établissant le dialogue avec les fabricants et les fournisseurs (article 12) pour apporter leur soutien à la Convention ;
- luttant contre la corruption avec des mesures préventives et efficaces (article 13).

Les banques de données et les registres sont informatisés et centralisés d'une part au niveau national, et d'autre part, au niveau régional auprès du Secrétariat exécutif de la CEDEAO. Ils contiennent tous les détails des transferts. Les données sont conservées indéfiniment. Ces mesures de transparence entre les Etats conduiront à une confiance mutuelle supprimant de fait les soupçons et les méfiances qui sont souvent à l'origine des conflits.

L'article 11 prévoit pour la première fois un registre des armes destinées opérations de paix rendant obligatoire l'enregistrement de toute arme introduite dans la sous-région à cet effet. Un problème important de gestion de ces armes existait jusqu'à présent, aucun pays participant à l'opération de paix dans la sous-région ne daignant faire recenser les armes de leurs effectifs. Un certain nombre de ces armes restaient donc dans l'espace de la CEDEAO après le départ des forces de paix, créant une source de prolifération difficile à contrôler. Grâce aux nouvelles mesures, les armes des forces de paix pourraient être suivies depuis leur entrée dans la région jusqu'à leur retrait effectif à la fin des opérations.

Ce chapitre met en évidence le rôle important joué par le Secrétariat exécutif puisque ce dernier devra prendre les mesures pour l'enregistrement adéquat des armes et suivre de près les Etats. Il devrait également effectuer un important travail d'information et de suivi au niveau international afin de faire connaître les exigences de la Convention.

## CHAPITRE V - **MECANISMES OPERATIONNELS**

Ce chapitre établit l'ensemble des activités devant être conduites pour rendre effective la lutte contre la prolifération des ALPC.

### **Détention par les civils**

L'article 14 prévoit le contrôle de la détention par les civils :

- Interdiction de la détention d'armes légères;
- Les Etats réglementent la détention, l'usage et le commerce des armes de petit calibre par les civils;
- Le Secrétaire exécutif de la CEDEAO définit les procédures d'autorisation qu'il communique aux autorités nationales compétentes;
- La licence n'est octroyée que s'il y a preuve d'un motif légitime et après une période de gel de 21 jours ;
- Introduction dans les législations des sanctions pénales pour la détention et l'utilisation illicite d'ALPC.

### **Gestion et sécurisation des stocks**

Cet article prévoit le contrôle des armes militaires pour la première fois dans un instrument international légalement contraignant. A cet effet, les Etats s'engagent à :

- Définir des normes et des procédures efficaces pour la gestion et l'entreposage sûr des stocks nationaux y compris ceux des fabricants et des vendeurs ainsi que des particuliers ;

---

11. L'enregistrement, avec le marquage, est un des moyens indispensables au traçage des armes en vue de découvrir un éventuel détournement. Sans un enregistrement adéquat, les responsabilités ne peuvent pas être déterminées et sanctionnées, ce qui conduit à une impunité chronique.

- Les Etats s'engagent à examiner de façon régulière les installations et les conditions de stockage des ALPC détenues par leurs forces armées et de sécurité et autres organes autorisés en vue d'identifier et détruire le surplus et les stocks obsolètes ;
- Des mesures identiques seront prises pour la gestion des armes collectées lors des opérations de paix sous la surveillance du Secrétariat exécutif.

### Marquage

L'article 18 prévoit le marquage adéquat<sup>12</sup> de toutes les ALPC, y compris leurs munitions et autres matériels connexes<sup>13</sup> :

- « Marquage classique » comprenant un numéro de série unique, l'identification du fabricant et celle du pays et de l'année de fabrication ;
- « Marquage de sécurité » qui s'applique à chaque arme fabriquée après l'entrée en vigueur de la Convention<sup>14</sup> ;
- Marquage à l'importation ;
- Marquage des munitions avec numéros de lot ainsi que de leur plus petit emballage<sup>15</sup>.

### Traçage

L'article 19 prévoit un mécanisme de traçage basé sur un échange de données obligatoire sur les ALPC entre les Etats membres. Il a été inspiré des meilleures pratiques des instruments existants au niveau international, et notamment de l'Instrument de l'ONU sur la traçabilité des ALPC<sup>16</sup>. Toutefois, ce dernier est un instrument politiquement contraignant qui prévoit un système volontaire donnant aux Etats parties le droit de refuser de répondre aux requêtes sous certaines conditions. La Convention de la CEDEAO rend obligatoire les réponses aux requêtes. De plus, le Secrétariat exécutif coordonne l'échange de données entre les Etats membres ainsi que les requêtes de traçage.

Un Etat membre peut donc introduire une demande de traçage auprès du Secrétariat exécutif s'il juge que les armes sont illicites et fournit les informations nécessaires. Les Etats Membres saisis répondent de façon fiable à la demande de traçage dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de ladite demande.

### Courtage

L'article 20 vise à réglementer les activités de courtage en imposant :

- L'enregistrement non seulement des courtiers mais aussi des agents financiers et des agents transporteurs en armement ;
- L'obtention d'autorisation pour chaque transaction individuelle ;
- L'information sur les points et les routes de transit ainsi que les courtiers et transporteurs impliqués dans la transaction ;
- La criminalisation du courtage illicite des ALPC.

Il s'agit ici d'une nouveauté pour la région. En effet, la plupart des Etats membres estimaient ne pas avoir de courtiers en armes, les transactions étant considérées en premier lieu comme l'affaire des Etats. Certains experts gouvernementaux ont même exprimé leur inquiétude quant au fait que l'introduction

---

12. Soulignons l'importance de cet article par le fait que sans un marquage adéquat les armes et munitions ne pourraient pas être répertoriées dans un registre.

13. Cet article a été largement inspiré du Projet de convention sur le marquage, l'enregistrement et le traçage des ALPC développé par le GRIP : [http://www.grip.org/pub/rapports/rg04-4\\_convmarquage-fr.pdf](http://www.grip.org/pub/rapports/rg04-4_convmarquage-fr.pdf)

14. Ceci est une nouveauté permettant de retrouver le marquage d'origine au cas où le marquage classique apparent serait effacé ou falsifié.

15. Pour le marquage des munitions voir la note d'analyse du GRIP d'Holger Anders, « *Scope for international minimum standards on tracing illicit SALW ammunition* » : <http://www.grip.org/bdg/g4575.html>

16. Document A/60/88 de l'ONU du 27 juin 2005, voir : <http://www.grip.org/bdg/pdf/g4304.pdf>



du courtage risquait de conférer une certaine légitimité aux acteurs privés, qui pourraient agir également sur le marché illicite. D'autres estimaient qu'au contraire, le fait de ne pas réglementer et d'ignorer le courtage créerait une lacune législative dans le contrôle des transferts via les courtiers et, le cas échéant, sanctionner les activités illicites. En effet, la plupart des fournisseurs d'armes ont des représentants même si ceux-ci ne sont pas établis dans les pays importateurs. La majorité des experts ont finalement décidé de réguler le courtage.

### **Autres mesures**

Les Etats s'engagent à actualiser et harmoniser leur législation et à renforcer les contrôles frontaliers. Toute activité en violation de la Convention sera sanctionnée comme infraction criminelle. Le Secrétariat exécutif de la CEDEAO jouera un rôle actif dans l'établissement et l'application de ces mesures en vue d'un renforcement de la coopération sous-régionale. Des programmes de sensibilisation du public seront développés en collaboration avec la société civile.

## **CHAPITRE VI - ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET DE MISE EN OEUVRE**

Ce chapitre concerne l'institutionnalisation d'un ensemble d'acteurs et de mécanismes de mise en œuvre et d'évaluation de la Convention. Certaines de ces dispositions concernent directement les Etats membres et leur attribuent la responsabilité principale de la mise en œuvre de la Convention. Il s'agit notamment de l'institutionnalisation des Commissions nationales et des Plans nationaux d'action, le renforcement des capacités des forces de sécurité, de la coopération sous-régionale et du partenariat avec la société civile.

### **Commissions nationales**

- Création de Commissions nationales là où il n'y en a pas conformément aux lignes directrices contenues dans le Manuel de la CEDEAO sur les procédures de fonctionnement des Commissions nationales ;
- Renforcement des Commissions nationales existantes en conformité avec les exigences de la Convention ;
- Dotation des Commissions nationales d'une ligne budgétaire indépendante pour garantir un fonctionnement efficace ;
- Elaboration d'un Plan d'action national sur les ALPC avec la participation de tous les acteurs dont la société civile.

Les Commissions nationales ont un rôle de premier ordre dans l'application de la Convention.

### **Secrétariat exécutif de la CEDEAO**

L'article 25 fait ressortir le rôle primordial du Secrétariat exécutif de la CEDEAO dans la mise en œuvre de la Convention. Le Secrétariat exécutif doit :

- Développer un **Plan d'action** pour la mise en œuvre de la Convention et le soumettre à l'appréciation des Etats Membres pour adoption ;
- Trouver des ressources pour mener à bien ses tâches ;
- Donner assistance aux Etats membres et veiller à une coopération effective entre les Etats et au sein d'un même Etat ;
- Superviser l'application des dispositions de la Convention en vue d'en assurer le suivi ;
- Effectuer un rapport annuel sur la mise en œuvre et veiller à travailler avec le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO sur des questions spécifiques.

Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour doter le Secrétariat des capacités institutionnelles et opérationnelles. Cet aspect est particulièrement délicat et important.

## Suivi et évaluation de la Convention

Les dispositions impliquant le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO dans le suivi et l'évaluation de la Convention prévoient essentiellement des mesures visant à institutionnaliser un Groupe d'experts indépendants, nommé par le Secrétaire exécutif de la CEDEAO. Il s'agit une fois encore d'une nouveauté : le Groupe d'experts indépendants aura accès à des sources d'information crédibles dans la réalisation de sa tâche, y compris auprès des Etats membres et des fournisseurs d'armes, et soumettra au Secrétariat exécutif, un rapport d'évaluation sur base annuelle.

Chaque Etat soumettra également un rapport annuel au Secrétaire exécutif sur ses activités relatives aux ALPC et une conférence de révision sera convoquée dans les meilleurs délais après la mise en vigueur de la Convention.

## CHAPITRE VII - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

### Plaintes et sanctions

En cas de violation de la Convention, les plaintes peuvent être déposées auprès du Secrétariat exécutif, qui saisit le Conseil de sécurité et de médiation de la CEDEAO, qui prend les mesures appropriées. En dernier recours, la Cour de justice de la CEDEAO pourrait également être saisie (en application de l'art. 77 du Traité révisé qui prévoit la possibilité d'infliger des sanctions communautaires).

### Dispositions finales

Entrée en vigueur après le dépôt du 9ème instrument de ratification. Le dépositaire de la Convention est le Secrétaire exécutif de la CEDEAO.

---

## Conclusions

---

L'Afrique de l'Ouest a la particularité de disposer d'une institution, la CEDEAO, qui fonctionne depuis longtemps et dont la structure permet la coordination d'un instrument tel que la Convention sur les ALPC. Il s'agit d'un grand avantage par rapport à d'autres régions de l'Afrique qui souffrent de l'absence d'une telle organisation<sup>17</sup>. Le Secrétariat exécutif de la CEDEAO, transformé en commission depuis le mois de janvier 2007, permet de faire immédiatement avancer l'application de la Convention.

Toutefois, l'Unité d'armes légères créée récemment au sein du département des affaires politiques et de défense de la CEDEAO pour veiller à la mise en œuvre de la Convention est une entité nouvelle qui devrait disposer de moyens nécessaires pour mener à bien sa tâche. Pratiquement dans chaque article de la Convention, le Secrétariat devra jouer un rôle actif de coordination, d'évaluation et de surveillance, ce qui est impossible avec les moyens dont il dispose actuellement. Les problèmes de l'application du Moratoire étaient non seulement liés au caractère non contraignant de l'instrument mais aussi à l'absence d'une cellule spécialisée, au sein de la CEDEAO, qui ne travaille que sur l'application du Moratoire et disposant des moyens suffisants à cet effet. Une des premières actions des Etats membres de la CEDEAO devrait donc être de renforcer l'Unité d'armes légères.

---

17. Comme la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) qui est à la traîne pour l'application de son Protocole sur les ALPC pourtant adopté en 2001. Dans le cadre du Protocole de Nairobi, les Etats signataires ont créé le RECSA (*Regional Centre on Small Arms*). Le RECSA ne dispose cependant pas du soutien d'une organisation comme la CEDEAO et qui va simplement essayer de fournir une assistance aux Etats sans pour autant jouer un rôle de coordination dans l'application du Protocole, où il n'est d'ailleurs même pas cité.

## **L'Union européenne et son soutien au processus**

Les donateurs comme l'UE, qui ont soutenu le processus de transformation du Moratoire en une Convention, sont prêts à fournir les ressources nécessaires pour mener à bien l'application de la Convention. La Décision du Conseil de l'UE de 2004 octroyant 515.000 euros pour le processus de transformation<sup>18</sup>, les communiqués communs UE-CEDEAO depuis 2005<sup>19</sup> et le budget de soutien octroyé en 2006 à la CEDEAO par l'UE montrent la détermination de celle-ci à cet effet. La présidence allemande de 2007 prévoit dans son agenda, la rencontre, le 24 avril prochain, de la Troïka avec la CEDEAO et désigne les ALPC comme étant une de ses priorités<sup>20</sup>.

La déclaration sur laquelle débouchera la rencontre du 24 avril prochain devrait donc prendre acte de l'adoption de la Convention par la CEDEAO, établir des modalités pour sa mise en œuvre et prévoir un soutien de l'UE à celle-ci dans le cadre de l'intégration régionale. La Déclaration pourrait également tenir compte de la Communication de la Commission européenne sur la gouvernance dans le cadre du développement<sup>21</sup> en vue de renforcer l'application de la Convention dans le cadre de la bonne gouvernance, en accord avec le consensus européen sur l'aide au développement. La référence à un des objectifs fondamentaux de l'UE, à savoir la bonne gouvernance dans le système de sécurité dans le respect de la loi et des droits humains, renforcerait l'action de l'UE dans la région et plus généralement en Afrique. Ceci pourrait être accompagné d'une initiative de contrôle comme une Action commune de l'UE en vue de l'application de la Convention de la CEDEAO sur les ALPC<sup>22</sup>. Le but est de prévenir de manière proactive, les problèmes susceptibles de surgir sur le terrain, et d'éviter de tomber dans le même piège que le Moratoire, pour lequel, après plus de cinq ans, il a fallu constater que le système ne fonctionnait pas comme prévu. Pour les donateurs, il est très important d'accompagner le Secrétariat de la CEDEAO dès le début du processus.

Il est à noter que l'UE agit non seulement en tant que partenaire privilégié à travers son aide financière et son assistance dans le cadre de l'aide au développement et de la prévention des conflits mais également en tant que partenaire commercial comme fournisseur d'ALPC. En effet, la Convention prévoit dans son article 12 la coopération et le dialogue avec les fabricants et les fournisseurs internationaux et les organisations régionales et internationales afin de s'assurer de leur soutien et de leur respect de l'esprit et de la lettre de la Convention. Le même article souligne qu'une des tâches du Secrétariat exécutif consiste à prendre les mesures nécessaires pour bénéficier des informations disponibles auprès de ces organisations. L'article 28 prévoit également la collaboration des fournisseurs avec le Groupe d'experts indépendants qui sera mis sur pied pour l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention.

## **Recommandations**

Le Secrétariat exécutif a entrepris, par le biais de son Unité d'armes légères, des travaux visant à établir un plan d'action pour se conformer aux exigences de la Convention en vue de son application effective dès son entrée en vigueur. Nous pouvons dès lors énumérer les principales actions à entreprendre comme suit :

- 1) Promouvoir la ratification de la Convention auprès des Etats membres afin qu'elle entre en vigueur dans les meilleurs délais. Cette promotion devra être faite principalement par le Secrétariat exécutif, mais aussi par chaque Etat membre, la société civile ainsi que par les bailleurs de fonds qui ont soutenu le processus de transformation du Moratoire.
- 2) Evaluer le fonctionnement des Commissions nationales là où elles existent et préparer leur instauration là où elles n'existent pas encore dans le but de dresser pour chaque pays, un bilan de leur conformité

18. Décision du Conseil 2004/833/PESC du 2 décembre 2004.

19. 8e Communiqué ministériel CEDEAO-UE, Niamey (Niger), 4 novembre 2005, et 9e Communiqué ministériel CEDEAO-UE, Vienne, 22 mai 2006.

20. Conseil de l'UE, la Présidence allemande - Agenda provisoire, Document 16944/06 du 22 décembre 2006.

21. Commission européenne, Document COM(2006)421 final, 30 août 2006 et ses annexes reprises dans le Document de travail SEC(2006) 1020, 30 août 2006.

22. Par exemple en prévoyant une commission mixte de surveillance UE-CEDEAO de la mise en œuvre de la Convention et/ou en désignant un représentant (ou conseiller) spécial de l'UE qui serait assisté d'experts en matière d'ALPC.

avec la Convention. Le Secrétariat exécutif devra donc présenter dans les meilleurs délais un rapport interne qui sera ensuite soumis aux Etats membres avec des recommandations.

- 3) Le Secrétariat exécutif devra établir un Plan d'action pour la mise en œuvre de la Convention. Ce plan devrait être examiné d'abord au niveau interne, ensuite avec des experts indépendants et finalement avec les experts gouvernementaux (processus identique au développement de la Convention). Il devra définir clairement le rôle de tous les acteurs du processus (les Commissions nationales, les différents services des Etats membres, la société civile, les Etats et organisations partenaires, les fournisseurs...)
- 4) Le Secrétariat exécutif devra trouver les ressources financières et techniques nécessaires à l'établissement et à l'application de son Plan d'action et collaborer avec ses partenaires privilégiés dans le cadre du processus. Il devrait notamment, avoir une totale indépendance de fonctionnement en matière de financement, d'expertise et d'administration.
- 5) Les Commissions nationales devraient disposer de personnel permanent et d'une indépendance budgétaire et travailler en collaboration étroite avec le Secrétariat exécutif ainsi qu'avec les services pertinents de l'Etat et la société civile. Des observateurs parlementaires pourraient également accompagner les Commissions.
- 6) Les Commissions nationales devraient élaborer un Plan d'action national en vue de l'application de la Convention dans leur pays. Ce plan devrait notamment prévoir le recensement et l'enregistrement des fabricants locaux ainsi que des vendeurs, courtiers et intermédiaires.
- 7) Le Secrétariat exécutif devrait veiller particulièrement à l'établissement des registres et à la mise en route des mécanismes opérationnels prévus dans les chapitres III et IV. Il doit se doter à cet effet d'une capacité d'expertise technique suffisante et travailler en concertation avec les services nationaux en matière de surveillance et de sécurité et établir les normes et procédures nécessaires à cet effet.
- 8) Le Secrétariat exécutif devrait se doter également de connaissances techniques et politiques suffisantes aux niveaux international et régional en vue d'établir un mécanisme efficace pour examiner les demandes d'exemption dans un délai rapide et convenir avec les Etats membres de délais maximum pour se prononcer sur ces demandes.
- 9) Le Plan d'action du Secrétariat exécutif devrait prévoir l'échange d'information et un mécanisme de coopération aux niveaux international et régional de façon à effectuer un monitoring permanent pour une application effective et efficace de la Convention. Le Secrétariat exécutif joue un rôle d'interlocuteur dans les relations avec les partenaires internationaux. Les Etats membres devraient travailler dans la transparence avec leurs voisins de façon à ce que les mécanismes de la Convention permettent l'instauration d'une confiance mutuelle entre les Etats.
- 10) Les Etats membres devraient d'ores et déjà évaluer leur législation nationale en vue de leur renforcement conformément à la Convention. Le Secrétariat exécutif devrait veiller à cette tâche.
- 11) Le Secrétariat exécutif devra établir une enquête initiale sur la situation en matière de prolifération des ALPC dans l'espace CEDEAO en interaction avec les autres sous-régions voisines. Des programmes de sensibilisation du public devraient accompagner et suivre ces enquêtes en collaboration avec les médias.
- 12) Le Secrétariat exécutif et les Etats membres devraient prévoir dès à présent des formations techniques et administratives sur les différents aspects prévus dans la Convention de façon à être prêts au moment de sa mise en vigueur.

Enfin, on peut espérer que, dans les cinq années à venir, le processus pourra fonctionner correctement sur le terrain et montrer ainsi l'exemple à l'échelle mondiale, où les initiatives sont arrivées à une saturation, notamment au niveau des Nations unies, en attendant leur mise en pratique au niveau régional. Pour cela, la contribution active de tous les acteurs impliqués (la CEDEAO, les Etats membres, la société civile, les partenaires techniques et financiers) et une collaboration volontaire et efficace entre ces derniers sont absolument nécessaires.

**COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE  
DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**



**Trentième session ordinaire de la Conférence  
des Chefs d'État et de Gouvernement**

Abuja, le 14 juin 2006

***Convention de la CEDEAO  
sur les armes légères et de petit calibre,  
leurs munitions et autres matériels connexes***

## **CONVENTION DE LA CEDEAO SUR LES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE, LEURS MUNITIONS ET AUTRES MATÉRIELS CONNEXES**

### **PRÉAMBULE**

**Nous**, Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats Membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;

**Vu** les articles 7, 8, 9 et 77 du Traité révisé de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions ;

**Vu** l'article 58 du Traité révisé de la CEDEAO relatif à la Sécurité Régionale qui prescrit aux Etats Membres de s'engager à œuvrer à la préservation et au renforcement des relations propices au maintien de la stabilité de la sous-région en créant et en renforçant le mécanisme approprié pour assurer la prévention et la résolution des conflits ;

**Vu** l'article 77 dudit Traité relatif aux sanctions applicables en cas de non-respect des obligations par un Etat membre ;

**Vu** les dispositions pertinentes du Protocole relatif à la Cour de Justice de la Communauté du 16 juillet 1991, des Conventions de la CEDEAO sur l'entraide judiciaire en matière pénale et sur l'extradition, respectivement signées à Dakar le 29 juillet 1992 et à Abuja le 6 août 1994 ;

**Vu** le Protocole de non-agression signé à Lagos le 22 avril 1978 et le Protocole d'assistance mutuelle en matière de défense signé à Freetown le 29 mai 1981, notamment notre détermination à nous apporter mutuellement aide et assistance en matière de défense dans les cas d'agression armée ou de menace d'agression contre un Etat membre ;

**Rappelant** les principes de la Charte des Nations Unies, notamment ceux inhérents au droit des Etats à la légitime défense individuelle et collective, la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat, et la prohibition de l'usage ou de la menace d'usage de la force ;

**Rappelant** également les dispositions pertinentes de l'Acte constitutif de l'Union Africaine y compris la décision du Conseil Exécutif de l'Union Africaine demandant à la Commission de l'Union Africaine de prendre les mesures nécessaires en vue de la mise en place d'un instrument juridique pour prévenir, combattre et éradiquer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre en Afrique ;

**Rappelant** aussi le Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité de la CEDEAO signé à Lomé le 10 décembre 1999, notamment en ses articles 3, 50 et 51, relatifs à la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre et leur circulation illicite ;

**Prenant en compte** les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives à l'Afrique de l'Ouest imposant des embargos sur les armes à l'encontre de pays de la sous-région ;

**Prenant également en compte** la Déclaration de Bamako du 1er Décembre 2000 sur la position commune africaine sur la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre ;

**Prenant aussi en compte** les autres initiatives internationales, régionales et sous-régionales dans le domaine de la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ainsi que la décision relative à une position commune africaine sur le processus de révision du Programme d'Action des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre, adoptée à Khartoum en janvier 2006 ;

**Considérant** que la prolifération des armes légères et de petit calibre constitue un facteur déstabilisant pour les Etats membres de la CEDEAO et une menace pour la paix et la sécurité de nos peuples ;

**Profondément préoccupés** par le flux excessif d'armes légères et de petit calibre vers l'Afrique en général et l'Afrique de l'Ouest en particulier et conscients de la nécessité de contrôles effectifs des transferts d'armes par les fournisseurs et les courtiers ;

**Conscients** de l'importance de la construction de la paix et de la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest, et des conséquences dévastatrices que la prolifération des armes légères et de petit calibre ont sur la prolongation des conflits armés et l'encouragement à l'exploitation illicite des ressources naturelles ;

**Conscients** de la nécessité de prévenir, combattre et éradiquer la fabrication illicite et l'accumulation excessive et déstabilisante des armes légères et de petit calibre, le trafic et la détention ainsi que l'utilisation de ces armes dont les effets négatifs ont été largement confirmés et observés sur la sécurité de chaque Etat de la sous région, la sécurité humaine, le droit international humanitaire, le développement durable et les droits humains ;

**Déterminés** à réaliser les objectifs contenus dans la Déclaration du Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères dans l'espace CEDEAO signée à Abuja le 31 octobre 1998 et dans le Code de conduite pour la mise en œuvre du Moratoire adopté à Lomé le 10 décembre 1999 ;

**Déterminés** également à consolider les acquis du Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères et de son Code de Conduite et à prendre en compte leurs faiblesses en vue de les améliorer ;

**Reconnaissant** à cet égard les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Moratoire grâce aux contributions du Plan d'Action du Programme de Coordination et d'Assistance pour la Sécurité et le Développement (PCASED) ;

**Conscients** de la nécessité, en vue d'obtenir des résultats, de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO dans le domaine de la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ;

**Considérant** le Programme d'Action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éradiquer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects adopté en 2001 ;

**Considérant** l'Instrument international de l'Organisation des Nations Unies (ONU) visant à permettre aux Etats de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre de 2005 ainsi que le Protocole de l'ONU contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions de 2001 ;

**Prenant en compte** la résolution 1325 (2002) du Conseil de sécurité sur la femme, la paix et la sécurité qui reconnaît le rôle spécifique de la femme dans la construction de la paix ;

**Profondément préoccupés** par l'utilisation des enfants dans les conflits armés, et tenant compte des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés ;

**Reconnaissant** l'importante contribution des organisations de la société civile dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ;

**Gardant** à l'esprit la directive contenue dans le communiqué final du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO qui s'est tenu à Dakar le 30 janvier 2003, instruisant le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO d'examiner la possibilité de transformer le Moratoire en une Convention ;

## CONVENONS DE CE QUI SUIT

### CHAPITRE I - DEFINITIONS ET OBJECTIFS

#### *Article 1 - Définitions*

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

1. **ARMES LÉGÈRES** : les armes portables destinées à être utilisées par plusieurs personnes travaillant en équipe et comprenant notamment :
  - les mitrailleuses lourdes ;
  - les lance-grenades portatifs, amovibles ou montés ;
  - les canons antiaériens portatifs ;

- les canons antichars portatifs, fusils sans recul ;
  - les lance-missiles et lance-roquettes antichars portatifs ;
  - les lance-missiles aériens portatifs ;
  - les mortiers de calibre inférieur à 100 millimètres,
2. **ARMES DE PETIT CALIBRE** : les armes destinées à être utilisées par une personne et comprenant notamment :
    - les armes à feu et toute autre arme ou dispositif de destruction tel que bombe explosive, bombe incendiaire ou bombe à gaz, grenade, lance roquette, missile, système de missile ou mine ;
    - les revolvers et les pistolets à chargement automatique ;
    - les fusils et les carabines ;
    - les mitraillettes ;
    - les fusils d'assaut ;
    - les mitrailleuses légères ;
  3. **MUNITIONS** : Ensemble des éléments destinés à être tirés ou lancés au moyen d'une arme à feu ou à partir d'un vecteur, comprenant entre autres :
    - les cartouches ;
    - les projectiles et les missiles pour armes légères ;
    - les conteneurs mobiles avec missiles ou projectiles pour système anti-aérien ou antichar à simple action ;
  4. **AUTRES MATÉRIELS CONNEXES** : toutes composantes, pièces ou pièces détachées ou pièces de rechange d'une arme légère ou de petit calibre qui sont nécessaires au fonctionnement d'une arme ou d'une munition ; toutes substances chimiques servant de matière active utilisées comme agent propulsif ou agent explosif ;
  5. **ILLICITE** : tout ce qui est réalisé en violation des dispositions de la présente Convention ;
  6. **MARQUAGE** : des inscriptions permettant l'identification d'une arme couverte par la présente Convention ;
  7. **TRACAGE** : le suivi systématique du parcours des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et des autres matériels connexes, depuis le fabricant jusqu'à l'utilisateur final en vue d'aider les autorités compétentes des Etats Membres à détecter la fabrication et le commerce illicites ;
  8. **COURTAGE** : le travail effectué en tant qu'intermédiaire entre tout fabricant ou fournisseur ou distributeur d'armes légères et de petit calibre et tout acheteur ou utilisateur, y compris le soutien financier et le transport des armes légères et de petit calibre ;
  9. **TRANSFERT** : l'importation, l'exportation, le transit, le transbordement et le transport ou tout autre mouvement, quel qu'il soit, à partir du ou à travers le territoire d'un Etat d'armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et autres matériels connexes ;
  10. **ACTEURS NON ÉTATIQUES** : tous acteurs autres que les Etats et qui comprennent les mercenaires, les milices armées, les groupes armés rebelles et les compagnies privées de sécurité ;
  11. **ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE** : dans la présente Convention, cette expression inclut les munitions et autres matériels connexes.

## **Article 2 - Objectifs**

Les objectifs de la présente Convention sont de :

1. prévenir et combattre l'accumulation excessive et déstabilisatrice des armes légères et de petit calibre dans l'espace CEDEAO ;
2. pérenniser la lutte pour le contrôle des armes légères et de petit calibre dans la CEDEAO ;
3. consolider les acquis du Moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères et de son Code de conduite ;



4. promouvoir la confiance entre les Etats Membres grâce à une action concertée et transparente dans le contrôle des armes légères et de petit calibre dans la CEDEAO ;
5. renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles du Secrétariat exécutif de la CEDEAO et des Etats Membres dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et autres matériels connexes ;
6. promouvoir l'échange d'informations et la coopération entre les Etats Membres.

## **CHAPITRE II**

### **TRANSFERTS DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE**

#### **Article 3**

##### ***De l'Interdiction des Transferts d'Armes Légères et de Petit Calibre***

1. Les Etats Membres interdisent le transfert des armes légères et de petit calibre ainsi que les équipements servant à leur fabrication sur/vers et à partir de leur territoire.
2. Les Etats Membres interdisent, sans exception, tout transfert d'armes légères et de petit calibre à des acteurs non étatiques, si ce transfert n'est pas autorisé par l'Etat Membre importateur.
3. Les armes légères et de petit calibre telles que définies dans la présente Convention ne sont pas considérées comme des marchandises au sens de l'article 45 du Traité révisé de la CEDEAO de 1993.

#### **Article 4 - Conditions d'Exemption**

1. Un Etat Membre peut demander à être exempté des dispositions de l'article 3.1 à des fins légitimes de défense et de sécurité nationales, de maintien de l'ordre, ou pour des nécessités liées à la conduite des opérations de paix ou d'autres opérations menées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union Africaine, de la CEDEAO ou d'autres organisations régionales ou sous-régionales dont il est membre.
2. Aux fins de l'alinéa 1 du présent article, les Etats Membres établissent et maintiennent un système efficace de délivrance de licences ou d'autorisations d'exportation et d'importation ainsi que de transit international des armes légères et de petit calibre.
3. Chaque Etat Membre prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que les procédures d'octroi de licences ou d'autorisations soient fiables et que l'authenticité des licences ou autorisations puisse être vérifiée et validée.

#### **Article 5 - Procédures d'Exemption**

1. La requête d'exemption pour un transfert d'armes est transmise pour examen au Secrétaire Exécutif de la CEDEAO et doit contenir les informations relatives :
  - a) aux armes qui doivent être transférées (quantité, nature et type d'armes selon le système de classification de la CEDEAO, y compris tous les numéros de série et les autres marquages) ;
  - b) au fournisseur (tous détails [le nom et le représentant, l'adresse, et les contacts] sur les firmes et les personnes impliquées, et le cas échéant les courtiers) ;
  - c) au processus de fourniture (nombre et période des envois, routes suivies, y compris lieux de transit, type de transport utilisé, l'identification de toutes les compagnies impliquées dans l'importation, transitaires, détails de stockage et de gestion des armes lors des transferts, période couverte par l'activité pour laquelle l'exemption est demandée);

- d) à l'utilisateur final (nom de la personne/ compagnie/ l'institution et représentant responsable, confirmation provenant de l'autorité nationale compétente montrant que l'utilisateur final est autorisé à importer les armes) ;
  - e) à l'utilisation finale.
2. Le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO applique les critères de l'Article 6 de la présente Convention pour les requêtes d'exemption ainsi que ceux du paragraphe (a) du présent article. Les avis motivés du Secrétaire Exécutif de la CEDEAO sont transmis confidentiellement aux Etats membres en vue de confirmer ou infirmer l'avis émis. La décision finale des Etats membres sera prise par consensus. A défaut de consensus, la requête d'exemption ainsi que l'avis motivé du Secrétaire Exécutif sont soumis pour décision en dernier ressort au Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO.
  3. L'octroi de l'autorisation est notifié à l'Etat concerné par le Secrétaire exécutif de la CEDEAO par la délivrance d'un certificat d'autorisation. Le certificat d'autorisation ainsi délivré devra accompagner la demande d'autorisation d'exportation ou d'importation ainsi que le certificat d'utilisateur final.
  4. Le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO envoie aux Etats Membres les informations sur les exemptions et les refus dans un délai de 90 jours. Le Secrétaire exécutif compile et publie un rapport annuel détaillé reprenant tous les transferts d'armes internationaux ayant bénéficié d'autorisation ainsi que la liste des refus d'autorisation.

### **Article 6**

#### ***Cas de Refus d'Exemption de Transfert d'Armes Légères et de Petit Calibre***

1. Un transfert ne sera pas autorisé si :
  - a) l'autorisation d'exportation, d'importation, de transit, de transbordement ou de courtage n'a pas été fournie par tous les Etats directement concernés par le transfert ;
  - b) toute l'information requise n'a pas été fournie au Secrétaire Exécutif de la CEDEAO ;
  - c) les armes n'ont pas été marquées conformément à la présente Convention.
2. Un transfert ne sera pas autorisé si son autorisation viole les obligations de l'Etat qui fait la demande ainsi que celles des Etats Membres dans le cadre du droit international y compris :
  - a) les obligations dans le cadre de la Charte des Nations Unies, telles que :
    - i. les résolutions obligatoires du Conseil de sécurité comme celles imposant des embargos sur les armes ;
    - ii. la prohibition de l'usage et de la menace de l'usage de la force ;
    - iii. la prohibition de l'ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat.
  - b) les principes universellement acceptés du droit international humanitaire.
  - c) tout autre traité ou décision par lequel les Etats Membres sont tenus, incluant :
    - i. les décisions contraignantes, y compris les embargos, adoptées par des organisations internationales, multilatérales, régionales et sous-régionales, telle que le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, auxquelles l'Etat est partie ;
    - ii. les prohibitions de transferts d'armes qui peuvent découler de traités particuliers auxquels l'Etat est partie, telle que la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel, la Convention sur certaines armes classiques et ses Protocoles de 1980.
3. Un transfert ne sera pas autorisé si les armes sont destinées à être utilisées :
  - a) pour violer le droit international humanitaire ou pour porter atteinte aux droits et libertés des personnes et des populations, ou dans un but d'oppression ;
  - b) pour perpétrer des violations graves du droit international humanitaire, un génocide ou de crimes contre l'humanité ;
  - c) pour aggraver la situation intérieure dans le pays de destination finale, de manière à provoquer ou prolonger des conflits armés, ou en aggravant les tensions existantes ;

- d) pour commettre des actes terroristes ou pour supporter ou encourager le terrorisme ;
  - e) à d'autres fins que les besoins de défense et de sécurité légitimes dans le pays bénéficiaire.
4. Un transfert ne sera pas autorisé s'il est destiné à :
- a) être utilisé pour commettre des crimes violents ou organisés ou pour faciliter la perpétration de tels crimes ;
  - b) affecter la sécurité régionale, à mettre en danger la paix, à contribuer à la déstabilisation ou à l'accumulation incontrôlée d'armes ou de capacités militaires dans une région, ou bien contribuer à l'instabilité régionale ;
  - c) empêcher ou faire obstacle au développement durable et détourner indûment les ressources humaines et économiques au profit de l'armement des Etats impliqués dans le transfert ;
  - d) impliquer des pratiques de corruption à quelque stade du transfert que ce soit (du transfert au récipiendaire, en passant par les courtiers ou les intermédiaires).
5. Un transfert ne sera pas autorisé si les armes sont susceptibles d'être détournées dans le pays de transit ou d'importation vers un usage ou des utilisateurs non autorisés ou vers le commerce illicite, ou encore réexportées.
6. Le Secrétaire Exécutif et les Etats Membres fournissent les éléments de preuve pour appliquer les critères énoncés aux paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 du présent article et pour motiver le refus d'une demande d'exemption introduite par un Etat Membre.

## **CHAPITRE III**

### **FABRICATION D'ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE**

#### **Article 7**

##### ***Du Contrôle de la Fabrication d'Armes Légères et de Petit Calibre***

1. Les Etats Membres s'engagent à contrôler la fabrication des armes légères et de petit calibre sur leur territoire national.
2. Chaque Etat Membre réglemente les activités des fabricants locaux d'armes légères et de petit calibre et s'engage à adopter des politiques et stratégies de réduction et/ou de limitation de la fabrication locale d'armes légères et de petit calibre et de leur commercialisation dans l'espace CEDEAO.
3. Les Etats Membres s'engagent à dresser une liste exhaustive des fabricants locaux d'armes légères et de petit calibre et à procéder à leur enregistrement dans les registres nationaux d'armes.
4. Là où les capacités de production et/ou d'assemblage d'armes légères et de petit calibre existent dans la région de la CEDEAO, les Etats Membres transmettent les données sur les types d'armes, la quantité et leur production annuelle au Secrétaire exécutif de la CEDEAO.

#### **Article 8**

##### ***Mesures de Contrôle de la Fabrication des Armes Légères et de Petit Calibre***

Sans préjudice d'autres mesures que les Etats Membres prennent pour assurer un contrôle effectif sur la fabrication des armes légères et de petit calibre sur leur territoire national, une demande de fabrication d'armes légères et de petit calibre ne sera pas acceptée si le requérant ne fournit pas les informations relatives :

- a) aux détails concernant les armes qui seront fabriquées (quantité, nature et type d'armes selon le système de classification de la CEDEAO) y compris les numéros de série et d'autres marquages ;
- b) aux procédures de marquage, d'enregistrement et de transmission des données vers le registre national pour chaque arme légère et de petit calibre ainsi que le stockage et la gestion des armes après la fabrication.

## CHAPITRE IV TRANSPARENCE ET ECHANGE D'INFORMATION

### *Article 9*

#### ***Banque de Données et Registres Nationaux d'Armes légères et de Petit Calibre***

1. Chaque Etat Membre établit là où il n'en existe pas, un registre national et une banque de données informatisés et centralisés sur les armes légères et de petit calibre.
2. Les informations suivantes sont enregistrées dans le registre national :
  - a) la description de l'arme (type ou modèle, calibre) et la quantité (s'il s'agit d'un lot) ;
  - b) le contenu du marquage ;
  - c) le nom et la localisation de l'ancien et du nouveau propriétaire, et, éventuellement, des propriétaires successifs ;
  - d) la date d'enregistrement;
  - e) les informations concernant chaque transaction, à savoir :
    - i. le nom et l'adresse de l'expéditeur, de l'intermédiaire éventuel, du destinataire et de l'utilisateur repris sur le certificat d'utilisateur final ;
    - ii. l'origine, les points de départ, de transit éventuel et de destination ainsi que les références douanières et les dates de départ, de transit et de livraison à l'utilisateur final ;
    - iii. les licences d'exportation, de transit et d'importation (quantités et lots correspondant à une même licence ainsi que la validité de la licence) ;
    - iv. les renseignements complets sur le(s) transport(s) et le(s) transporteur(s) ;
    - v. l'organisme ou les organismes de contrôle (au départ, au point de transit éventuel, à l'arrivée) ;
    - vi. la nature de la transaction (commerciale, ou non commerciale, privée ou publique, transformation, réparation) ;
    - vii. le cas échéant, l'assureur et/ou l'organisme financier qui interviennent dans l'opération.
3. Les données sont conservées dans le registre de façon permanente.

### *Article 10*

#### ***Banque de Données et Registre d'Armes Légères et de Petit Calibre de la CEDEAO***

1. Les Etats Membres établissent une banque de données et un registre sous-régionaux des armes légères et de petit calibre auprès du Secrétaire exécutif de la CEDEAO comme moyen de promotion de la confiance.
2. Le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO en rapport avec les Etats Membres fixe les modalités d'établissement et de gestion de la banque de données et du registre ainsi que les domaines qui y seront couverts.
3. Les Etats Membres fournissent au Secrétaire exécutif de la CEDEAO toutes les informations nécessaires au fonctionnement de la banque de données et du registre sous-régionaux d'armes légères et de petit calibre. Les Etats Membres s'engagent également à lui transmettre un rapport annuel portant sur les commandes ou achats d'armes légères et de petit calibre.
4. Le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO présente un rapport annuel relatif au fonctionnement de la banque de données et du registre sous-régionaux d'armes légères et de petit calibre à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.
5. Les données sont conservées dans le registre de façon permanente.

### **Article 11 - Registre d'Armes pour les Opérations de Paix**

1. Les Etats Membres s'engagent à :
  - a) établir un registre des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et d'autres matériels connexes destinés aux opérations de paix à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace Communautaire auprès du Secrétaire Exécutif de la CEDEAO afin d'assurer la maîtrise du mouvement de ces armes et de leur retrait effectif à la fin des opérations de paix auxquelles ils participent.
  - b) déclarer à cet égard au Secrétaire exécutif de la CEDEAO toutes les armes légères et de petit calibre utilisées dans le cadre des opérations de paix.
  - c) déclarer au Secrétaire exécutif de la CEDEAO toutes les armes légères et de petit calibre saisies, collectées et/ou détruites lors de ces opérations de paix sur leur territoire et dans la région de la CEDEAO.
2. Le Secrétaire exécutif de la CEDEAO prend les mesures nécessaires pour assurer l'enregistrement adéquat des informations transmises par les Etats Membres participant aux opérations de paix.
3. Les données sont conservées dans le registre de façon permanente.

### **Article 12 - Dialogue avec les Fabricants et les Fournisseurs**

1. Le Secrétaire Exécutif et les Etats Membres renforceront la coopération et le dialogue avec les producteurs et fournisseurs nationaux et internationaux d'armes ainsi qu'avec les organisations internationales et régionales compétentes afin de s'assurer de leur soutien, de leur respect et de leur adhésion à l'esprit et à la lettre de la présente Convention.

2. Le Secrétaire exécutif de la CEDEAO prendra les mesures nécessaires pour bénéficier des informations disponibles auprès des Etats Membres des Arrangements de Wassenaar, de l'Union Européenne et d'autres producteurs et fournisseurs d'armes en vue de renforcer la mise en œuvre effective de la présente Convention.

### **Article 13 - Prévention et lutte contre la corruption**

Les Etats Membres établissent des mesures appropriées et effectives pour la coopération entre les administrations concernées et les forces de défense et de sécurité en vue de prévenir et lutter contre la corruption liée à la fabrication, au trafic, à la détention et à l'utilisation illicites des armes légères et de petit calibre.

## **CHAPITRE V - MECANISMES OPERATIONNELS**

### **Article 14**

#### **Contrôle de la Détention d'Armes Légères et de Petit Calibre par les Civils**

1. les Etats Membres interdisent la détention, l'usage et le commerce des armes légères par les civils.
2. les Etats membres réglementent la détention, l'usage et le commerce des armes de petit calibre par les civils.
3. des autorisations peuvent être octroyées en vue de permettre la détention individuelle d'une ou plusieurs armes de petit calibre et leurs munitions, conformément à la législation nationale de chaque Etat Membre. Les requêtes pour de telles autorisations doivent être traitées par les autorités nationales compétentes. Les candidats doivent rencontrer en personne l'autorité compétente. Le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO définit les procédures d'autorisation qu'il communique aux autorités nationales compétentes.

4. les Etats Membres s'engagent à mettre en œuvre un régime de contrôle strict pour la détention des armes de petit calibre par les civils. La procédure d'autorisation doit comporter l'octroi d'une licence pour chaque arme de petit calibre détenue par un civil. Les Etats Membres ne doivent pas octroyer l'autorisation si le demandeur:
  - a) n'a pas l'âge minimum requis ;
  - b) n'a pas un casier judiciaire vierge et n'a pas fait l'objet d'une enquête de moralité ;
  - c) n'a pas de preuve suffisante légitimant la détention, le port ou l'utilisation pour chaque arme de petit calibre ;
  - d) ne prouve pas qu'il a suivi une formation en matière de sécurité et qu'il possède des connaissances relatives à la législation sur les armes légères et de petit calibre ;
  - e) ne prouve pas que l'arme sera stockée dans un endroit sécurisé, et séparément de ses munitions.
5. Les Etats Membres imposent une limite sur le nombre d'armes de petit calibre qu'une autorisation peut contenir et une période de gel de 21 jours avant que l'autorisation soit octroyée pour la détention de chaque arme. Les licences doivent avoir une date d'expiration et être soumises périodiquement à révision. Les infractions aux réglementations concernant la détention privée d'armes de petit calibre donnent lieu à la saisie et à la révocation de la licence/autorisation les autorités ainsi qu'aux sanctions adéquates, y compris pénales.
6. Les Etats Membres introduisent les informations concernant la détention des armes de petit calibre par les civils dans la banque de données et le registre nationaux établis conformément à l'article 9 de la présente Convention.
7. Les Etats Membres s'engagent à introduire dans leur législation des sanctions pénales pour la détention et l'utilisation illicite des armes légères et de petit calibre et le port d'armes de petit calibre sans licence.

### ***Article 15 - Certificat des Visiteurs***

1. Chaque Etat Membre prend les mesures appropriées pour exiger des visiteurs désireux d'importer temporairement des armes de petit calibre régies par la présente Convention, pour la durée de leur passage dans la région de la CEDEAO, de présenter une requête aux fins d'importation d'armes incluant les informations sur le type et le marquage d'arme de petit calibre et d'exposer les motifs, de la demande d'importation dans l'un des territoires de la CEDEAO et de déclarer ces armes à leur entrée. La requête est adressée à l'autorité compétente de l'Etat Membre concerné pour décision.
2. Le Secrétaire exécutif définit la procédure à suivre à cette fin et la communique à l'autorité compétente.
3. Si la requête est acceptée, les autorités compétentes délivrent un certificat d'entrée et une attestation de sortie à l'arrivée et au départ des visiteurs.
4. Tous les certificats seront enregistrés par l'Etat Membre concerné dans le registre national des armes légères conformément à l'article 9 ci-dessus indiqué.

### ***Article 16 - Gestion et Sécurisation des Stocks***

1. Les Etats Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer la gestion et l'entreposage sûrs et efficaces, et la sécurisation de leurs stocks nationaux d'armes légères et de petit calibre ;
2. A cet effet, les Etats Membres définissent des normes et procédures efficaces pour la gestion, l'entreposage et la sécurisation des stocks. Ces normes et procédures prennent en compte :
  - a) le site approprié ;
  - b) les mesures de sécurité physique des moyens d'entreposage ;
  - c) la gestion de l'inventaire et la tenue de registre ;
  - d) la formation du personnel ;

- e) la sécurité pendant la fabrication et le transport ;
  - f) les sanctions en cas de vol ou de perte.
3. Les Etats Membres s'assurent que les stocks d'armes légères et de petit calibre des fabricants, des vendeurs ainsi que des particuliers sont entreposés d'une manière sécurisée et conformément aux normes et procédures appropriées ;
  4. Les Etats Membres s'engagent à examiner de façon régulière, conformément aux lois et règlements nationaux, les installations et les conditions de stockage des armes légères et de petit calibre détenues par leurs forces armées et de sécurité et autres organes autorisés en vue d'identifier, pour destruction, le surplus et les stocks obsolètes.
  5. Le Secrétaire Exécutif s'assure, en collaboration avec les Etats Membres, que les normes et procédures efficaces relatives à la gestion du stock d'armes collectées dans le cadre des opérations de paix sont dûment respectées.

### **Article 17 - Collecte et Destruction**

1. Les Etats Membres s'engagent à collecter et/ou détruire :
  - a) les armes qui constituent un excédent des besoins nationaux ou devenues obsolètes ;
  - b) les armes saisies ;
  - c) les armes non marquées ;
  - d) les armes illégalement détenues ;
  - e) les armes collectées dans le cadre de la mise en application des accords de paix ou de programmes de remise volontaire d'armes.
2. Toutes les armes collectées sont enregistrées, stockées, sécurisées, et/ou détruites.
3. Les Etats Membres s'engagent à promouvoir et/ou exécuter des programmes de remise volontaire d'armes.

### **Article 18 - Marquage**

1. Toutes les armes légères et de petit calibre, leurs munitions, et les autres matériels connexes, considérés comme essentiels par le fabricant, font l'objet d'un marquage unique et spécifique lors de leur fabrication. Ce marquage comprend les éléments définis ci-après.
2. Pour les armes légères et de petit calibre visées par la présente Convention :
  - a) le « marquage classique » comprend un numéro de série unique, l'identification du fabricant et celle du pays et de l'année de fabrication. Il comprend si possible l'identification de l'acheteur de l'arme et du pays de destination. Le marquage est exprimé en langage alphanumérique. Il doit être lisible à l'œil nu, et doit être appliqué à un maximum de pièces importantes de l'arme et au minimum sur la pièce définie comme essentielle par le fabricant ainsi que sur une autre pièce importante de l'arme ;
  - b) le « marquage de sécurité » s'applique à chaque arme fabriquée après l'entrée en vigueur de la présente Convention ; il permet l'identification de l'arme dans l'hypothèse où les marquages classiques sont effacés ou falsifiés. Le marquage de sécurité doit être effectué sur des pièces difficilement maniables après la fabrication de l'arme et dont la falsification rendrait celle-ci inutilisable ;
  - c) un Etat Membre qui importe une arme ne portant pas de marquage conforme aux exigences des alinéas a et b du présent paragraphe :
    - i. lui applique un marquage classique si cette arme a été fabriquée avant l'entrée en vigueur de la présente Convention ;
    - ii. lui applique un marquage classique et un marquage de sécurité si elle a été fabriquée après l'entrée en vigueur de la présente Convention ; à défaut, ces armes ne peuvent pas être importées ou doivent être détruites ;

iii. fait marquer, si le pays importateur et l'année d'importation ne sont pas connus au moment de la fabrication, le sigle de l'Etat importateur et l'année d'importation par une institution agréée dans le pays d'importation.

3. Pour les munitions :

- a). le marquage comprend : un numéro de lot unique, une identification du fabricant, ainsi que celle du pays et de l'année de fabrication. Il comprend également, si ces informations sont connues au moment de la fabrication, l'identification de l'acheteur de l'arme et du pays de destination. Ces données doivent figurer au moins une fois sur l'enveloppe (p.ex. la cartouche) contenant la poudre ou le liquide de la munition ou de l'explosif. Le marquage est exprimé en langage alphanumérique.
- b) Le plus petit emballage de munitions comprend les informations indiquées au paragraphe 3(a).

### **Article 19 - Traçage**

1. Les Etats Membres échangent les données relatives aux armes légères et de petit calibre illicites et aux armes légères et de petit calibre saisies, ainsi qu'au trafic de telles armes non conforme au droit international ou au droit interne des Etats où ces opérations ont lieu (condamnation de personnes physiques ou morales impliquées, sanctions, destruction et méthodes de destruction, neutralisation).
2. En ce qui concerne les autres armes légères et de petit calibre, les Etats Membres échangent régulièrement les données relatives :
  - a) à la fabrication (système et techniques de marquage, fabricants autorisés) ;
  - b) aux transferts (exportations à destination et/ou importations en provenance de tout autre Etat, transits, informations disponibles sur la législation nationale, pratiques et contrôles en vigueur, vendeurs et courtiers autorisés) ;
  - c) aux stocks existants (gestion, inventaire, sécurité, excédents, pertes, vols, destruction).
3. Le Secrétaire Exécutif reçoit la requête aux fins de traçage et agit conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente Convention.
4. Un Etat Membre peut présenter une demande de traçage auprès du Secrétaire exécutif de la CEDEAO pour des armes légères et de petit calibre trouvées dans sa juridiction territoriale et qu'il juge illicites.
5. Pour assurer une coopération efficace et harmonieuse en matière de traçage, les demandes d'aide en matière de traçage d'armes légères et de petit calibre comportent suffisamment d'informations, notamment :
  - a) des informations décrivant la nature illicite de l'arme légère et de petit calibre, y compris la justification juridique de cette qualification et les circonstances dans lesquelles l'arme en question a été trouvée ;
  - b) le marquage, le type, le calibre et d'autres informations pertinentes ;
  - c) l'usage qui doit être fait des informations demandées.
6. L'Etat Membre saisi, accuse réception de la requête et l'examine dans un délai raisonnable.
7. Les Etats Membres répondent de façon fiable à la demande de traçage formulée par d'autres Etats Membres dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de ladite demande.
8. En répondant à une demande de traçage, l'Etat requis fournit toutes les informations disponibles sollicitées par l'Etat Membre requérant aux fins du traçage d'armes légères et de petit calibre illicites.
9. L'Etat requis peut solliciter de l'Etat Membre requérant des informations complémentaires lorsque la demande de traçage ne contient pas les informations spécifiées au paragraphe 5 ci-dessus.

### **Article 20 - Courtage**

1. Les Etats Membres enregistrent tous les citoyens et toutes les compagnies établis sur leur territoire opérant comme courtiers en armes légères et de petit calibre, y compris les agents financiers et les agents de transport en armement, et font de leur enregistrement une exigence pour pouvoir opérer légalement.



2. Les Etats Membres s'assurent que tous les courtiers en armes légères et de petit calibre enregistrés obtiennent une autorisation pour chaque transaction individuelle dans laquelle ils sont impliqués indépendamment du lieu des arrangements concernant la transaction.
3. Les Etats Membres exigent que toute requête de licence pour l'autorisation pour le courtage d'armes légères et de petit calibre s'accompagne d'autorisations ou de licences d'importation et d'exportation et de documents pertinents joints, comportant les noms et les localités de tous les courtiers et les agents de transport impliqués dans la transaction ainsi que des routes et des points de transit des envois d'armes légères et de petit calibre.
4. Les Etats Membres adoptent des mesures législatives et réglementaires pour sanctionner et établir comme infraction criminelle le courtage illicite d'armes légères et de petit calibre.
5. Les activités de courtage sont régies par les dispositions des articles 1 et 6 de la présente Convention.

### ***Article 21 - Harmonisation des Mesures Législatives***

1. Les Etats Membres s'engagent à réviser et actualiser leur législation nationale en érigeant les dispositions de la présente Convention en principes minimum communs de contrôle des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions ainsi que autres matériels connexes.
2. Chaque Etat Membre adopte des mesures législatives et autres nécessaires concernant les sanctions à prononcer dans les cas suivants:
  - a) Toute activité exercée en violation des dispositions de la présente Convention ;
  - b) Toute activité exercée en violation d'un embargo sur les armes imposé par les Nations Unies, l'Union Africaine ou la CEDEAO.
3. Le Secrétariat Exécutif élabore et propose aux Etats Membres un guide pour l'harmonisation des mesures législatives.

### ***Article 22 - Renforcement des Contrôles Frontaliers***

Les Etats Membres, en collaboration avec le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO, doivent :

- a) renforcer la coopération sous-régionale entre les forces de défense et de sécurité, les services de renseignements, la douane et les services de contrôles frontaliers en vue de combattre la circulation illicite des armes légères et de petit calibre ;
- b) améliorer la capacité des forces de défense et de sécurité nationales y compris la formation sur les procédures d'investigation, les contrôles frontaliers et les techniques d'application des lois ainsi que le renforcement des équipements et des ressources.

### ***Article 23 - Programmes d'Education Publique et de Sensibilisation***

1. Les Etats Membres, dans le souci de promouvoir une culture de la paix, élaborent des programmes d'éducation et de sensibilisation publique/communautaire aux niveaux local, national et régional afin de permettre l'implication des populations dans les efforts de lutte contre la prolifération d'armes légères et de petit calibre.
2. Ils s'engagent, à cet effet, à développer et/ou renforcer leur partenariat avec les organisations de la société civile aux niveaux local, national et régional, en incluant notamment les femmes et les jeunes, pour une meilleure information et sensibilisation du public sur les dangers de la prolifération des armes légères et de petit calibre.
3. Les Etats Membres s'engagent à encourager la société civile à jouer un rôle de premier plan dans la sensibilisation et l'éducation de la population.

## CHAPITRE VI ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET DE MISE EN OEUVRE

### **Article 24 - Les Etats Membres**

1. Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente Convention, les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait, créent une Commission Nationale conformément à l'article 51 du Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits et de maintien de la paix et de la sécurité, et en application de la Décision de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, du 10 décembre 1999, portant sur la création des Commissions Nationales de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères.
2. Les Commissions nationales sont établies conformément aux lignes directrices contenues dans le Manuel de procédures de fonctionnement des Commissions nationales élaboré par la CEDEAO.
3. Les Etats Membres dotent les Commissions nationales d'une ligne budgétaire pour garantir leur fonctionnement effectif et efficace.
4. Les Etats Membres élaborent un Plan d'action national sur les armes légères et de petit calibre.
5. Les Plans d'action sont élaborés suivant un processus de collecte d'informations impliquant tous les acteurs nationaux pertinents, y compris la société civile, et la convocation d'un forum national de tous les acteurs en vue de délibérer sur les éléments à inclure dans le Plan d'action national.

### **Article 25 - Le Secrétariat exécutif de la CEDEAO**

1. Le Secrétaire exécutif de la CEDEAO est chargé d'appuyer et de superviser l'application des dispositions de la présente Convention. A cette fin, le Secrétaire exécutif :
  - a) définit et conduit la politique de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la présente Convention ;
  - b) fournit aux Etats Membres l'appui financier et technique nécessaire à la réalisation de leurs activités ;
  - c) assure le suivi de la mise en œuvre de la présente Convention ;
  - d) présente un rapport annuel à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement sur l'état de mise en œuvre de la Convention.
  - e) le Secrétaire exécutif de la CEDEAO peut, s'il l'estime nécessaire, saisir le Conseil de médiation et de sécurité sur une question spécifique urgente et/ou grave relative à l'application de la présente Convention.
2. Le Secrétaire Exécutif élabore le Plan d'action pour la mise en œuvre de la présente Convention et le soumet à l'appréciation des Etats Membres pour adoption. Ce plan définit les activités principales à mettre en œuvre (renforcement des capacités, harmonisation des législations nationales, contrôle des frontières, sensibilisation du public, échange d'information entre les Commissions nationales, renforcement des capacités de la société civile, etc.).
3. Les Etats Membres prennent les mesures nécessaires pour doter le Secrétariat Exécutif de la CEDEAO des capacités institutionnelles et opérationnelles en adéquation avec les responsabilités qui lui incombent au titre de la présente Convention.

### **Article 26 - La Coopération Intra et Interétatique**

Les Etats Membres s'engagent à promouvoir la coopération intra- et interétatique dans la mise en œuvre de la présente Convention. A cet effet :

- a) le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO prépare des procédures pour la coopération interétatique entre les forces de sécurité, les services en charge du contrôle frontalier et tous les autres services concernés, conformément à l'esprit de la présente Convention.

- b) Le Secrétaire exécutif de la CEDEAO facilite et recherche une assistance en matière de formation des agents chargés de la coopération intra et interétatique.

### ***Article 27 - Procédure de Plainte Concernant la Violation de la Convention***

1. Toutes les plaintes sur la violation de la présente Convention sont transmises au Secrétaire exécutif de la CEDEAO qui saisit le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO ;
2. Si le Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO constate une violation des dispositions de la présente Convention, il prend des mesures appropriées telles que des enquêtes, examen ou sanctions.
3. Cette procédure d'examen des plaintes ne signifie pas l'impossibilité pour un Etat ou un individu de recourir à la Cour de Justice de la CEDEAO s'il constate un manquement dans l'application de la présente convention.

### ***Article 28 - Suivi et Evaluation de la Mise en Œuvre de la Convention***

1. Afin d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la présente Convention, le Secrétaire exécutif nomme un Groupe d'experts indépendants qui l'appuie. Le Groupe d'experts indépendants soumet un rapport au Secrétaire Exécutif.
2. Les Etats Membres mettent à la disposition du Groupe d'experts indépendants à la demande du Secrétaire Exécutif, toutes informations sur les demandes d'exemption qu'ils détiennent.
3. Le Groupe d'experts indépendants peut rechercher toute autre information qu'il juge utile à son travail, en relation avec les Etats Membres et en s'appuyant sur la coopération avec les Etats Membres aux arrangements Wassenaar, avec l'Union Européenne et avec les fournisseurs d'armes ;
4. Chaque Etat Membre soumet un rapport annuel au Secrétaire exécutif de la CEDEAO sur ses activités relatives aux armes légères et de petit calibre de même que sur d'autres matières en relation avec la présente Convention, conformément au modèle de rapport élaboré par le Secrétaire exécutif.
5. Une conférence de toutes les Parties à la présente Convention sera convoquée par le Dépositaire dans les meilleurs délais après l'entrée en vigueur de ladite Convention. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats Membres est chargée d'examiner la mise en œuvre de la présente Convention et aura des mandats additionnels selon les décisions entreprises par les Etats Membres. D'autres conférences des Etats Membres seront tenues en tant que de besoin.

## **CHAPITRE VII - DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES**

### ***Article 29 - Interprétation et Règlement des Différends***

1. Tout différend résultant de l'interprétation et/ou de l'application de la présente Convention est réglé par voie de négociation ou en recourant au Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO.
2. A défaut d'un règlement négocié, le différend sera soumis à la Cour de Justice de la CEDEAO.

### ***Article 30 - Dispositions Spéciales***

Les engagements découlant des dispositions de la présente Convention ne doivent pas être interprétés comme étant en contradiction avec l'esprit et la lettre des conventions ou accords liant un Etat Membre à un Etat Tiers pour autant que ces conventions et accords ne sont pas en contradiction ni avec l'esprit ni avec la lettre de la présente Convention.

### **Article 31 - Sanctions**

Les sanctions prévues à l'article 77 du Traité révisé de la CEDEAO s'appliquent à tout Etat Membre dont la Cour de Justice de la CEDEAO a établi la responsabilité pour violation des dispositions de la présente Convention.

### **Article 32 - Dispositions Finales**

#### **a) Signature, ratification, adhésion et entrée en vigueur**

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats Membres de la CEDEAO. Elle est soumise à ratification.
2. La Convention entre en vigueur à la date du dépôt du neuvième instrument de ratification.
3. Pour un signataire qui ratifie la présente Convention après la date de dépôt du neuvième instrument de ratification, la Convention entre en vigueur à son égard à la date du dépôt de son instrument de ratification.
4. Tout Etat Membre de la CEDEAO qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer. Dans ce cas, la présente Convention entre en vigueur pour cet Etat à la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

#### **b) Amendements**

1. Tout amendement à la Convention proposé par un Etat Membre sera soumis au Secrétaire Exécutif de la CEDEAO qui le notifiera aux Etats Membres.
2. La décision d'adopter un amendement sera prise par la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement à la majorité des deux tiers des Etats Membres.
3. L'amendement ainsi adopté entre en vigueur pour tous les Etats Membres après la réception par le Dépositaire de l'instrument de sa ratification par la majorité des Etats Membres.

#### **c) Retrait**

1. Tout Etat Membre a, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, le droit de se retirer de la présente Convention s'il décide que des événements extraordinaires, en relation avec le contenu de la présente Convention, ont compromis ses intérêts suprêmes.
2. Le retrait sera effectué par l'Etat Membre par un préavis, incluant un exposé des événements extraordinaires qui ont compromis ses intérêts suprêmes, transmis douze mois au préalable au Dépositaire. Le Dépositaire notifiera ce préavis aux autres Etats Membres.
3. Durant la période des douze mois de préavis du paragraphe précédent, l'Etat membre concerné continue néanmoins à appliquer les dispositions de la présente Convention.

#### **d) Autorité dépositaire**

1. La Convention sera déposée auprès du Secrétaire Exécutif de la CEDEAO, qui est ici désigné comme le dépositaire de la présente Convention.
2. Le Dépositaire :
  - a) réceptionne les instruments de ratification ;
  - b) enregistre la Convention auprès de l'Union Africaine, des Nations Unies, ainsi que de toute autre Organisation qui serait désignée par le Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO ;
  - c) transmet des copies certifiées conformes de la Convention à tous les Etats de la CEDEAO, et leur notifie les signatures, ratifications et adhésions à la présente Convention.

EN FOI DE QUOI, NOUS, CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO), AVONS SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION EN TROIS (3) ORIGINAUX EN LANGUES FRANÇAISE, ANGLAISE ET PORTUGAISE, LES TROIS (3) TEXTES FAISANT ÉGALEMENT FOI.

**FAIT À ABUJA, LE 14 JUIN 2006**

Liste des signataires :

**S. E. M. Thomas Boni YAYI**  
Président de la République du **BÉNIN**

**S. E. Blaise COMPAORÉ**  
Président du Conseil des Ministres  
Président du **FASO**

**S. E. M.**  
Pour, et par ordre du Président de la République  
du **CAP VERT**

**S. E. DR. ALBERT MABRI TOIKEUSSE**  
Ministre de l'Intégration Africaine  
Pour, et par ordre du Président  
de la République de **CÔTE D'IVOIRE**

**S. E. M. ALIEU NGUM KUFUOR**  
Ministre du Commerce, de l'Industrie  
et de l'Emploi de la Gambie,  
Pour, et par ordre du Président de la **GAMBIE**

**S. E. John Agyekum**  
Président de la République du **GHANA**

**S. E. Mme Fatoumata Kaba SIDIBE**  
Ministre de la Coopération internationale  
Pour, et par ordre  
du Président de la République de **GUINÉE**

**S. E. M. DE SOUSA - RUI DIA**  
Ministre, Présidence du Conseil des Ministres  
de la Communication sociale Affaires  
Pour et par ordre du Président  
de la République de **GUINÉE BISSAU**

**S. E. Mme ELLEN JOHSON-SIRLEAF**  
Président de la République du **LIBERIA**

**S. E. M. Amadou Toumani TOURE**  
Président de la République du **MALI**

**S. E. Mamadou TANDJA**  
Président de la République du **NIGER**

**S. E. M. Olusegun OBASANJO, GCFR**  
Commandant-en-Chef des Forces Armées  
Président de la République Fédérale du **NIGÉ-  
RIA**

**S. E. M. ABDOU AZIZ SOW**  
Ministre du NEPAD, de l'Intégration Economique  
**NE**  
africaine et la Politique de la Bonne Gouvernance  
Pour, et par ordre  
du Président de la République du **SÉNÉGAL**

**S. E. Alh. (Dr.) Ahmad Tejan KABBAH**  
Président de la République de **SIERRA LEO-**

**S. E. M. Faure Essozimna GNASSINGBE**  
Président de la République **TOGOLAISE**

---

## Introduction

---

The ECOWAS<sup>23</sup> Convention on Small Arms and Light Weapons, Their Ammunition and Other Related Materials<sup>24</sup>, adopted on 14 June 2006 resulted from the transformation of the ECOWAS Moratorium on the Importation, Exportation and Manufacture of Light Weapons<sup>25</sup> into a legally-binding convention. The Moratorium is limited in time and represents a political engagement. Moreover, the fact that it lacked a detailed text made it difficult to implement in practice<sup>26</sup>. An evaluation report carried out in 2002 by independent experts<sup>27</sup> revealed a number of weaknesses that led to the breach by certain States of the Moratorium, and in certain cases to grave negligence on the part of some. The voluntary nature of the Moratorium was the principal reason for the lack of sanctions and measures attached to it, not to mention capacity to implement it effectively. Furthermore, the lack of an effective strategy for ensuring communication between ECOWAS member states and harmonisation of verification mechanisms also led to the poor implication of governmental actors and civil society in implementing the Moratorium. Indeed, many people ignore the existence of the Moratorium to this day.

The devastating consequences of small arms and light weapons (SALW) proliferation continue to pose a threat to stability and security in the sub-region. With a view to consolidate and further promote peace building and reconciliation, ECOWAS Heads of State and Government decided at their Summit in Dakar on 30 January 2003 to transform the Moratorium into a legally-binding Convention.

The Moratorium's transformation into a legally-binding Convention was the result of an integrated process that depended on the contribution of several actors, in particular the European Union (EU)<sup>28</sup>, Canada and Switzerland. West African civil society also played an active role in the process, submitting a proposal for a protocol in Bamako in March 2005.

The latter served as a basis, along with a draft convention drawn up by the Programme for Coordination and Assistance for Security and Development (PCASED)<sup>29</sup>, for the development of a draft convention text by two consultants selected by the ECOWAS Secretariat in December 2005 for this purpose<sup>30</sup>. The project drawn up by the consultants was examined at two meetings of independent experts and government officials in March and May 2006, respectively, before being submitted for approval by Heads of State and Government at their Summit in Abuja, in June 2006.

---

23. Economic Community of West African States.

24. The full text of the Convention is available at: [http://www.grip.org/research/ECOWAS\\_convention\\_ENG.pdf](http://www.grip.org/research/ECOWAS_convention_ENG.pdf)

25. See: <http://www.grip.org/bdg/g1649.html>; the Moratorium was adopted in 1998 and renewed in 2001.

26. While the Moratorium's Code of Conduct, adopted on 10 December 1999 set out to tackle for the first time several aspects of the small arms problem, it quickly proved to be ineffective in practice.

27. « Evaluation study on the ECOWAS Moratorium on importation, exportation, and manufacture of small arms in West Africa », presented to ECOWAS, 21 October 2002.

28. The project of drafting a Convention was made possible through EUR 515,000 in financial support from the EU.

29. The PCASED was established in March 1999 for a 5-year period in order to support the Moratorium.

30. The experts appointed to draft the Convention project were Dr. Sola Ogunbanwo (Nigeria), international consultant, and the author of this note, Mr. Ilhan Berkol (Belgium), researcher at GRIP.

---

## Analysis of the Convention

---

The Convention consists of a preamble and seven chapters, which contain a total of 32 Articles.

### **PREAMBLE**

The preamble refers to a series of fundamental texts<sup>31</sup> and stresses a number of key principles, in particular States' rights to self-defence, non-interference in the internal affairs of another State, and the prohibition to use or threaten to use force against another State.

It also points to certain legal instruments within ECOWAS, in particular the ECOWAS Protocol relating to Conflict Prevention, Management and Resolution, Peace-keeping and Security, which provides the basis for ECOWAS policy in the fields of defence, security and peace building.

In this section, ECOWAS member states also express their concern regarding the effects of SALW proliferation, which is perceived as a direct threat to human security, a universal concept which extends beyond the concepts of state security or commercial safety.

They also underscore their determination to consolidate the gains of the Moratorium through a legally-binding convention, and to increase the capacity of the Executive Secretariat to combat illicit SALW. The latter point is very important because practically all the chapters of the Convention refer to the tasks incumbent on the ECOWAS Secretariat in order to ensure the effective implementation of the Convention.

### **CHAPTER I - DEFINITIONS AND OBJECTIVES**

In order to ensure the uniform interpretation of the Convention, this chapter defines a number of key terms according to internationally agreed/validated definitions. Among these are:

- **Small arms and light weapons**, with a distinction<sup>32</sup> being made between the former which are designed for individual use, and the latter which are designed to be used by group of persons;
- **Ammunition**, which are excluded from all existing international instruments. Their inclusion here is a novelty as the Convention considers them as a weapon as such and therefore subject to all its provisions. ECOWAS member states understood the importance of ammunition since, on the one hand weapons cannot function without them, and on the other their surveillance can lead to illicit weapons;
- **Other related material**, such as necessary components and spare parts should also be subject to controls, which is also a novelty;
- **Transfers**, which are defined for the first time in an international instrument. The definition takes into account any movement of arms and not only exports, as is usually the case. Other transfers, such as transport, transit, import and use of arms are also included.
- **Non-state actors**, who are also considered for the first time in an instrument of this kind. As such, the sub-Saharan region has taken an important and innovative initiative that has still not been defined at the international level.

This section of the Convention also lays down the **objectives**, which are to consolidate, improve and adapt the gains of the Moratorium. The Convention is proactive, and the concept of prevention permeates the text. This is another novel aspect of the Convention, because in general the existing instruments

---

31. Examples include the principles set out in the UN Charter and under international humanitarian law and human rights law, the ECOWAS Revised Treaty (notably Articles 58 and 77 relating to regional security and sanctions, respectively), UN Security Council Resolution 1325 on women, peace and security, as well as a series of initiatives such as the UN Programme of Action, the Firearms Protocol, the UN Instrument on small arms traceability, the Bamako Declaration, and the African Common Position of 2006 for the UN SALW Review Conference.

32. This is in keeping with the definition provided by the UN Group of Experts on Small Arms of 1997.

target weapons that are seized in illegal situation, which means that it is necessary to wait before a tracing operation can begin. Under the ECOWAS Convention, weapons are checked from the beginning of the transfer and any suspicion of deviation will quickly give rise to tracing. The proactive controls that ECOWAS member states have accepted under this Convention have already been refused on political-commercial grounds by several states during debates in the United Nations.

## CHAPTER II - TRANSFERS OF SALW

While retaining the spirit of the Moratorium, the Convention integrates the principle of the ban while allowing for possible exemptions, which operate through the broader concept of arms transfers and includes equipment needed for their manufacture.

A clause banning unconditionally all SALW transfers to non state actors that have not been explicitly authorised by an importing member state is included.

Finally, as SALW are merchandise unlike regular merchandise, they are not subject to Article 45 of the ECOWAS Revised Treaty, which aims at the free movement of goods in the region.

Articles 4, 5 and 6 of the Convention stipulate the conditions, procedures and criteria for exemptions. The objective is to offer member states the possibility to be granted exemption from the ban principle under certain specific conditions, by granting the Executive Secretary the capacity to analyse exemption requests.

Moreover, member states are required to develop strict systems to regulate transfers, while the Secretariat is obliged to justify any notified exemption refusals and publish a detailed annual report on authorisations granted.

### Decision-making

The Executive Secretariat provides a first reasoned opinion on the request and transmits it to the Member States, which must decide by consensus. This form of collegial decision-making will build mutual confidence between the states by eliminating any arbitrary behaviour. Indeed, any unjustified refusal on the part of one State would risk putting it in the opposite situation come its turn to request an exemption. In the absence of consensus, the ECOWAS Mediation and Security Council must decide.

Article 6 sets out the exemption criteria that authorise the transfer. These criteria were inspired by the various existing documents at the international level, such as the European Code of Conduct and the draft Arms Transfers Treaty (ATT). All the conditions to ensure respect for human rights, application of international humanitarian law, embargoes, the UN Charter and all other treaties or decisions to which member states are bound are all brought together under this Article.

## CHAPTER III - MANUFACTURE OF SALW

Articles 7 and 8 set out the principle of strict **controls** on the manufacture of SALW:

- By regulating the activities of local manufacturers in light of an overall policy of arms reduction and limitation
- By compiling information on industrial manufacture where it exists
- By subjecting arms manufacturing activities to certain requirements related to the provision of precise information to the ECOWAS Executive Secretariat

The Moratorium prohibits local manufacture. However, it became evident that in practice this prohibition was impossible to check, especially in certain States where local manufacture is anchored in the culture of the country. The interdiction therefore risked pushing local manufacturers in total clandestinity. By subjecting the activity to State control, a number of manufacturers would become known and it would be possible to follow their activities in accordance with the requirements stipulated in the Convention (Article 8). Data is to be collected at the national level and transmitted to the ECOWAS Executive Secretariat.



## CHAPTER IV - **TRANSPARENCY AND EXCHANGE OF INFORMATION**

The convention sets out a number of means and instruments likely to promote transparency and build confidence between member states by:

- institutionalising databases and arms registries<sup>33</sup> (Articles 9-11);
- establishing a dialogue with manufacturers and suppliers of SALW (Article 12) to promote their support for the Convention;
- combating corruption through preventive and effective measures (Article 13).

Databases and registries are computerised and centralised both at the national level and at regional level within the ECOWAS Executive Secretariat, and contain all the details about arms transfers. The data is preserved indefinitely. These measures to ensure transparency between states will further build mutual confidence by eliminating the scope for suspicion and mistrust, which often lie at the root of conflicts.

Article 11 foresees for the first time an arms registry for peacekeeping operations, rendering compulsory the registration of any weapon introduced into the sub-region for this purpose. This raised an important problem relating to the management of these weapons, as no country taking part in peacekeeping operations in the sub-region had hitherto wanted to agree to an inventory of the weapons held by their soldiers. As a result, a number of these weapons remained in the ECOWAS territory even after the departure of the peacekeepers, resulting in an important source of proliferation that was particularly difficult to control. With the new measures introduced under the Convention, weapons held by peacekeeping forces can be traced from the time of their entry into the region until their effective withdrawal at the end of the peacekeeping operation.

This chapter demonstrates the important role played by the Executive Secretariat, since it will be responsible for taking the appropriate measures concerning arms registration and for following up with member states. The Secretariat will also have responsibility for providing information and for ensuring follow-up at the international level in order to make the requirements of the Convention known.

## CHAPTER V - **OPERATIONAL MECHANISM**

This chapter sets out the various activities required to ensure that the fight against SALW proliferation is effective.

### **Civilian possession**

Article 14 imposes controls on the possession of SALW by civilians:

- Prohibition on the possession of light weapons by civilians;
- Member state responsibility for the regulation of possession, use and sale of small arms by civilians;
- The ECOWAS Executive Secretary develops the authorisation procedures and communicates them to the competent national authorities;
- Licenses are granted only when there is proof of a legitimate reason for possession, and this following a 'cooling off' period of at least 21 days;
- The incorporation into legislation of criminal sanctions for illicit SALW possession and use.

### **Management and security of stockpiles**

This article foresees for the first time in an international, legally-binding instrument the control of military weapons. To this end, member states undertake to:

---

33. Registration, along with marking, is indispensable for tracing arms with a view to discovering a possible diversion. In the absence of proper registration it is impossible to determine responsibility for a diversion and thus to sanction the action, resulting in a situation of chronic impunity.

- Define effective standards and procedures for the management and storage of national stockpiles, including those of manufacturers and sellers as well as private individuals;
- States undertake to regularly review their facilities and the conditions of storage of SALW held by their armed forces and security personnel, and other authorised organisations with a view to identifying surplus and obsolete stocks for destruction;
- Identical measures will be taken for the management of weapons collected in the scope of peacekeeping operations, under the supervision of the Executive Secretariat.

### Marking

Article 18 envisages the appropriate<sup>34</sup> marking of all SALW, including their ammunition and other related equipment<sup>35</sup> :

- A « classic marking » that includes a unique serial number, the manufacturer's identify and identification of the country of manufacture;
- A « security marking » applied to every weapon manufactured after the entry into force of the Convention<sup>36</sup> ;
- Marking upon import;
- Marking of ammunition with batch numbers, which must also be applied to their smallest packaging<sup>37</sup>.

### Tracing

Article 19 envisages a tracing mechanism based on the obligatory exchange of data on SALW between member states. It was inspired by the best practices of the existing international instruments, and in particular the UN instrument on SALW traceability<sup>38</sup>. However, the latter is a politically (rather than legally) binding instrument that envisages a voluntary system in which States reserve the right to refuse to cooperate in tracing requests, under certain conditions. Under the ECOWAS Convention such cooperation is compulsory. Moreover, the Executive Secretariat coordinates the exchange of data between member states as well as the tracing requests themselves.

A member state can therefore initiate a tracing request to the Executive Secretariat if it considers weapons to be illicit, and provides it with the necessary information. Member states subject to a tracing request must respond in a reliable way within one month of receiving the request.

### Brokering

Article 20 aims to regulate brokering activities by imposing:

- The registration of brokers, financial agents and agents transporting arms;
- The obtaining of an authorisation for each individual transaction;
- Information on transit points and routes, as well as the brokers and transporters involved in the transaction;
- The criminalisation of illicit broking of SALW.

This constitutes a novelty in the region in the sense that the majority of member states hitherto considered that no arms brokers were operating in their territories, and that arms transfers were largely

34. The importance of this Article is underlined by the fact that without adequate markings it is impossible to index arms and ammunition in a register.

35. This Article was largely inspired by the draft Convention on the marking, registration and tracing of SALW developed by GRIP: [http://www.grip.org/pub/rapports/rg04-4\\_convmarquage-en.pdf](http://www.grip.org/pub/rapports/rg04-4_convmarquage-en.pdf)

36. This is a novelty that seeks to enable original markings to be identified in the event that the classic marking has been erased or falsified.

37. See GRIP analytical note on the marking of SALW ammunition, by Holger Anders, « Scope for international minimum standards on tracing illicit SALW ammunition »: <http://www.grip.org/bdg/g4575.html>

38. UN Document A/60/88 of 27 June 2005, see: <http://www.grip.org/bdg/pdf/g4306.pdf>

the prerogative of the State. Certain government experts expressed concerns that the introduction of an Article on brokering in the Convention would accord a certain degree of legitimacy to private brokers who could also deal on the illicit arms market. Others considered that on the contrary, the lack of regulation of brokering activities would constitute a missed opportunity to oversee transfers via brokers and, if necessary, sanction illicit activities. Indeed, majority of arms suppliers work through representatives, even if they are not established in the importing country. It was finally decided by the majority of experts to include brokering in the Convention.

### **Other measures**

States commit to update and harmonise their legislation and strengthen cross-border controls. Any activity that constitutes a violation of the Convention will be sanctioned as a criminal infringement. The ECOWAS Executive Secretariat will play an active role in the establishment and implementation of these measures with a view to strengthening sub-regional cooperation. Public awareness-raising programmes will be developed in collaboration with civil society.

## **CHAPTER VI - INSTITUTIONAL AND IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS**

This chapter sets out a number of institutional procedures and implementation and evaluation mechanisms required under the Convention. Some of these provisions directly concern member states and attribute to them the principal responsibility for the implementation of the Convention. This includes the establishment of National Commissions and National Action Plans, the reinforcement of state security forces, and promotion of sub-regional cooperation and partnership with civil society.

### **National Commissions**

- Where they do not already exist, National Commissions must be established in accordance with the guidelines contained in the ECOWAS Manual of operational procedures for National Commissions;
- Existing National Commissions must be reinforced in accordance with the requirements of the Convention;
- National Commissions must be granted an independent budget line to guarantee their effective operation;
- National SALW Action Plans must be developed with the participation of all stakeholders, including in particular civil society.

The National Commissions have a leading role in the implementation of the Convention.

### **ECOWAS Executive Secretary**

Article 25 underscores the vital role of the ECOWAS Executive Secretariat in the implementation of the Convention. The Executive Secretariat must:

- Develop a Plan of Action for the implementation of the Convention and submitting it to the member states for adoption;
- Secure the resources needed to carry out its tasks;
- Assist member states and ensure effective cooperation between and within them;
- Supervise the proper implementation of the Convention;
- Draw up an annual report on the implementation of the Convention and collaborate with the ECOWAS Mediation and Security Council on specific questions.

Member states must take necessary measures to endow the Secretariat with the institutional and operational capacity required to carry out its tasks. This is a particularly sensitive yet crucial issue.

### **Monitoring and implementation of the Convention**

The provisions involving the ECOWAS Executive Secretariat in the monitoring and evaluation of compliance with the Convention envisage the establishment of a **Group of independent experts** appointed by the ECOWAS Executive Secretary. This is yet another innovative feature of the Convention: to carry out its tasks, the group of independent experts will have access to sources of credible information, including member states and arms suppliers, and will submit an annual evaluation report to the Executive Secretariat.

Each State must submit an annual report to the Executive Secretary on its activities related to SALW, and a Review Conference is to be convened as soon as possible after the entry into force of this Convention.

## **CHAPTER VII - GENERAL AND FINAL PROVISIONS**

### **Complaints and sanctions**

In the event of a violation of the Convention, disputes may be lodged with the Executive Secretary, who in turn brings the case before the ECOWAS Mediation and Security Council, which takes the necessary measures. As a last resort, a case may be brought before the ECOWAS Court of Justice (in application of article 77 of the Revised ECOWAS Treaty, which provides for the possibility of imposing sanctions in case of violation of the rules laid down in the Treaty).

### **Final provisions**

The Convention enters into force following the deposit of the 9th instrument of ratification. The depository is the ECOWAS Executive Secretary.

---

## **Conclusions**

---

West Africa has the particularity of having a long-standing institution, ECOWAS, at its disposal, which is endowed with a structure that will allow the coordination of an instrument such as the SALW Convention. This constitutes a major advantage compared to other regions of Africa, which suffer from the lack of such an organisation<sup>39</sup>. With the transformation of the ECOWAS Executive Secretariat into a Commission in January 2007, it is possible to proceed immediately with the implementation of the Convention.

However, the Small Arms Unit established recently within the ECOWAS Department of Political Affairs and Defence and charged with overseeing the implementation of the Convention is a new entity that must have at its disposal the means necessary to carry out the tasks conferred on it by the Convention. Indeed, the Secretariat plays an active role in almost every Article of the Convention, including coordination, evaluation, and monitoring, none of which can be achieved with the means currently at its disposal. The problems in implementing the Moratorium did not arise solely from the fact that the instrument was not legally binding, but also from the lack of a specialised cell within ECOWAS responsible exclusively for the implementation of the Moratorium and endowed with sufficient means to do so. One of the first actions of the ECOWAS member states should therefore be to strengthen the Small Arms Unit.

---

39. Such as SADC (South African Development Community), which is lagging behind in the implementation of its SALW Protocol, adopted in 2001. Within the scope of the Nairobi Protocol, signatory States established the RECSA (Regional Centre on Small Arms). The RECSA lacks the support of an organisation such as ECOWAS, however, and must instead assist signatory states without however acting as coordinator in the implementation of the Protocol (in which it is not even mentioned).

### ***The European Union and its support to the process***

Donors such as the EU who supported the process of transforming the Moratorium into a Convention are ready to provide the resources necessary to ensure its effective implementation. The EU Council decision of 2004 granting EUR 515,000 for the transformation process<sup>40</sup>, the EU-ECOWAS joint statements since 2005<sup>41</sup> and the budgetary support granted to ECOWAS in 2006 by the EU demonstrate its determination in this regard. The 2007 German presidency agenda envisages the holding of a Troika meeting with ECOWAS on 24 April and identifies SALW among the priorities<sup>42</sup>.

The statement resulting from the 24 April meeting should note the adoption of the Convention by ECOWAS, establish implementation modalities and envisage EU support for this process within the framework of regional integration. The statement could also refer to the European Commission Communication on governance at the heart of development cooperation<sup>43</sup>, with a view to strengthening implementation of the Convention within the framework of good governance and in line with the European Consensus on Development. Thus, by referring to good governance in security sector reform, respect for the rule of law and human rights – one of the fundamental objectives of the EU –, EU action in the region and in wider Africa would be strengthened. This could be accompanied by an EU joint action to ensure the implementation of the ECOWAS Convention on SALW<sup>44</sup>. This would aim at taking proactive action to prevent problems from arise on the ground and thereby avoid ending up in a situation similar to the Moratorium where after more than 5 years it was finally concluded that the system did not function as planned. For donors it is very important to support the ECOWAS Secretariat from the start of the process.

It should be noted that the EU is a privileged partner not only because of the financial support and development assistance it provides – not to mention its conflict prevention policy – but also because of its role as a supplier of SALW. Indeed, Article 12 of the Convention envisages cooperation and dialogue with manufacturers and international suppliers, and regional and international organisations in order to enlist their support and respect for the spirit and letter of the Convention. The same Article underlines that one of the tasks of the Executive Secretariat is to take necessary measures to access information available within these organisations. Article 28 also envisages the cooperation of suppliers with the Group of independent experts that will begin evaluating the implementation of the Convention.

### ***Recommendations***

The Executive Secretariat via its Small Arms Unit has begun elaborating a Plan of Action to comply with the requirements of the Convention in order to ensure its effective implementation right from its entry into force. It is already possible to list the key actions that need to be taken under the Convention:

- 1) Promoting the ratification of the Convention to member states to ensure its early entry into force. The Executive Secretariat will have main responsibility for promoting ratification, but each member state, civil society and donors that supported the transformation of the Moratorium should also promote the Convention.
- 2) Evaluate the operation of the National Commissions where they already exist, and prepare their establishment where they do not with the aim of carrying out an assessment of each country's conformity with the Convention. The Executive Secretariat should present an internal report for this purpose along with recommendations, for submission to the member states.

40. Council Decision 2004/833/CFSP of 2 December 2004.

41. Final communiqué of the 8th EU-ECOWAS Ministerial Troika meeting, Niamey (Niger), 4 November 2005, and Final communiqué of the 9th EU-ECOWAS Ministerial Troika meeting, Vienna, 22 May 2006.

42. Council of the European Union, German Presidency - Provisional agenda, Document 16944/06 of 22 December 2006.

43. European Commission, Document COM(2006)421 final, 30 August 2006 and its annexes, included in the Working Paper SEC(2006) 1020, 30 August 2006.

44. For example the establishment of a joint EU-ECOWAS monitoring commission for the implementation of the Convention and/or the designation of a EU special representative (or advisor) within the scope of the Convention, who would be assisted by SALW experts.

- 3) The Executive Secretariat must draw up a Plan of Action for the implementation of the Convention, which should be examined first internally, then by independent experts, and finally by government experts (the same process used for the development of the Convention). The Plan of Action should clearly define the role of each actor in the process (National Commissions, various services of the member states, civil society, partner states and organisations, suppliers...)
- 4) The Executive Secretariat should find the financial and technical resources required for the elaboration and implementation of the Plan of Action, and collaborate with its privileged partners within the scope of the process. The Secretariat should notably have total independence of action as regards finances, expertise and administration.
- 5) The National Commissions should have permanent staff and budgetary independence, and should work closely with the Executive Secretary as well as relevant State services and civil society. Parliamentary observers could also accompany the work of the Commissions.
- 6) The National Commissions should elaborate a National Plan of Action in order to implement the Convention in their countries. The Plan of Action should notably foresee the carrying out of a census and registration of local manufacturers, salesmen, brokers and intermediaries.
- 7) The Executive Secretariat should ensure the establishment of registers and the operational mechanisms set out in Chapters III and IV. To this end, it must be endowed with sufficient technical expertise and must work in co-operation with the national services responsible for surveillance and safety, and to lay down the necessary norms and procedures for this purpose.
- 8) The Executive Secretariat should also obtain sufficient technical and political knowledge at the international and regional levels in order to establish an effective mechanism to examine exemption requests quickly and agree a maximum period in which member states must decide such requests.
- 9) The Executive Secretariat's Plan of Action should envisage the exchange of information and a mechanism of cooperation at the international and regional levels in order to carry out permanent monitoring, with a view to ensuring the effective and efficient application of the Convention. The Executive Secretariat acts as interlocutor in relations with international partners. Member states should work with their neighbours in full transparency so that the mechanisms of the Convention serve to building mutual confidence between States.
- 10) Member states should already begin to take stock of their national legislation with a view to reinforcing this legislation in conformity with the Convention. The Executive Secretary should oversee this task.
- 11) The Executive Secretariat will have to establish an initial survey of the situation as regards SALW proliferation in the ECOWAS sub-region, in interaction with other neighbouring sub-regions. The survey should be accompanied by public awareness-raising programmes, in collaboration with the media.
- 12) The Executive Secretariat and member states should already begin to carry out technical and administrative trainings on the various aspects envisaged in the Convention in order to be ready when the Convention will enter into force.

Lastly, one can hope that within the next five years the process will function correctly on the ground, and thus provide an example for action at the global level where initiatives have arrived at saturation point, particularly within the United Nations, while awaiting their practical application at regional level. This will require the active contribution of all the actors involved (ECOWAS, its member states, civil society, the technical and financial partners) and voluntary and effective collaboration between them.

**ECONOMIC COMMUNITY  
OF WEST AFRICAN STATES**



**Thirtieth Ordinary Session of the Authority  
of Heads of State and Government**

Abuja, 14 June 2006

***Ecowas Convention  
On Small Arms And Light Weapons,  
Their Ammunition And Other Related Materials***

## **ECOWAS CONVENTION ON SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS, THEIR AMMUNITION AND OTHER RELATED MATERIALS**

### **PREAMBLE**

We, the Heads of State and Government of the Member States of the Economic Community of West African States (ECOWAS);

**Mindful** of Articles 7, 8, 9 and 77 of ECOWAS Revised Treaty relating to the creation, composition and function of the Conference of Heads of State and Government:

**Mindful** of Article 58 of the Revised ECOWAS Treaty relating to the regional security which stipulates that Member States shall undertake to preserve and to strengthen relations conducive to maintaining stability in the region by creating and strengthening proper mechanisms to ensure conflict prevention and resolution;

**Mindful** of Article 77 of the Treaty relating to sanctions applicable in cases where a Member State fails to fulfil its obligations to the Community;

**Mindful** of the relevant provisions of the Protocol on the Community Court of Justice adopted on 16 July 1991, the ECOWAS conventions on mutual legal assistance and extradition, signed respectively in Dakar on 29 July 1992 and Abuja on 6 August 1994;

**Mindful** of the Protocol on Non-aggression signed in Lagos on 22 April 1978 and the Protocol on Mutual Assistance in Defence Matters signed in Freetown on 29 May 1981, and more particularly our determination to provide mutual assistance in defence matters in the event of armed aggression or threat of aggression against a Member State;

**Recalling** the principles of the Charter of the United Nations, particularly the principle that States shall have the right to defend themselves both individually and collectively, the principle of non-intervention and non-interference in internal affairs of another State, and the principle that each Member shall avoid recourse to the threat or use of force;

**Recalling** also the relevant provisions of the Constitutive Act of the African Union, including the decision by the Executive Council of the African Union requesting the African Union Commission to take necessary measures to establish a legal instrument to prevent, combat and eradicate illicit trade in small arms and light weapons in Africa;

**Recalling** equally the ECOWAS Protocol relating to the Conflict Prevention, Management and Resolution, Peace-keeping and Security signed in Lome on 10 December 1999, particularly Articles 3, 50 and 51 relating to the control of the proliferation of small arms and light weapons and illegal circulation of such arms;

**Taking into account** resolutions of the United Nations Security Council imposing arms embargos on countries in the West African sub-region;

**Also taking into account** the Bamako Declaration of 1st December 2000 on the common African position on the proliferation, circulation and illicit trade in small arms and light weapons;

**Equally taking into account** other international, regional and sub-regional initiatives aimed at curbing the proliferation of small arms and light weapons, and the decision relating to the common African position on the review of the United Nations programme of action on small arms and light weapons adopted in Khartoum in January 2006;

**Considering** that the proliferation of small arms and light weapons constitutes a major destabilising factor in ECOWAS Member States and poses a serious threat to the peace and stability of our peoples;

**Deeply concerned** about the uncontrolled flow of small arms and light weapons into Africa in general and West Africa in particular, and aware of the need to effectively control the transfer of arms by suppliers and arms brokers;

**Aware** of the need to build peace and prevent conflicts in West Africa, and the disastrous consequences



the proliferation of small arms and light weapons has on the prolongation of armed conflicts and illegal exploitation of natural resources;

**Aware** of the need to prevent, combat and eradicate the illicit manufacture and excessive accumulation of small arms and light weapons, trafficking, detention and use of such arms, which have been seen to have negative effects on the security of each country in the sub-region, human security, international humanitarian law, sustainable development, and human rights;

**Determined** to achieve the objectives outlined in the Declaration on the Moratorium on the Importation, Exportation and Manufacture of Light Weapons in ECOWAS Member States signed in Abuja on 31 October 1998 and in the Code of Conduct for the implementation of the Moratorium adopted in Lome on 10 December 1999;

**Determined** also to consolidate the gains of the Moratorium on the Importation, Exportation and Manufacture of Light Weapons and its Code of Conduct, and to take into account the shortcomings observed, with a view to taking corrective measures;

**Recognising** in this regard the progress achieved in the implementation of the Moratorium, thanks to contributions by the Plan of Action of the Programme for Coordination and Assistance for Security and Development (PCASED);

**Conscious** of the need to strengthen the institutional and operational capacity of the ECOWAS Executive Secretariat in order to enable fight more effectively against the proliferation of small arms and light weapons, with a view to obtaining the desired results;

**Considering** the United Nations Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects adopted in 2001;

**Considering** the United Nations international instrument adopted in 2005 which seeks to enable States to identify and rapidly trace small arms and light weapons, and the UN Protocol on the manufacture and illicit trade in fire arms, spare parts, components and ammunition adopted in 2001;

**Taking into account** Security Council Resolution 1325 (2002) on women, peace and security which recognises the specific role of women in peace building;

**Deeply concerned** with the misuse of children in armed conflict, and taking into account the Resolutions of the United Nations Security Council on children and armed conflict;

**Recognizing** the important contribution of civil society organisations in the efforts to curb the proliferation of small arms and light weapons;

**Bearing in mind** the instructions given at the Summit meeting of ECOWAS Heads of State and Government in Dakar on 30th January 2003, directing the ECOWAS Executive Secretary to examine the possibility of transforming the Moratorium into a Convention;

*HEREBY AGREE AS FOLLOW*

## **CHAPTER I - DEFINITIONS AND OBJECTIVES**

### ***Article 1 - Definitions***

For the purpose of this Convention:

1. **LIGHT WEAPONS:** Portable arms designed to be used by several persons working together in a team and which include notably:
  - heavy machine guns;
  - portable grenade launchers, mobile or mounted;
  - portable anti-aircraft cannons;
  - portable anti-tank cannons, non-recoil guns;
  - portable anti-tank missile launchers or rocket launchers;

- portable anti-aircraft missile launchers;
  - mortars with a calibre of less than 100 millimetres;
2. **SMALL ARMS:** Arms used by one person and which include notably:
    - firearms and other destructive arms or devices such as an exploding bomb, an incendiary bomb or a gas bomb, a grenade, a rocket launcher, a missile, a missile system or landmine;
    - revolvers and pistols with automatic loading;
    - rifles and carbines;
    - machine guns;
    - assault rifles;
    - light machine guns.
  3. **AMMUNITION:** Devices destined to be shot or projected through the means of firearms or from a vector, including among others:
    - cartridges;
    - projectiles and missiles for light weapons;
    - mobile containers with missiles or projectiles for anti-aircraft or anti-tank single action systems;
  4. **OTHER RELATED MATERIALS:** All components, parts or spare parts for small arms or light weapons or ammunition necessary for its functioning; or any chemical substance serving as active material used as propelling or explosive agent;
  5. **ILLICIT:** Covers all that is carried out in violation of this Convention;
  6. **MARKING:** Inscriptions permitting the identification of arms covered by this Convention;
  7. **TRACING:** Indicates the systematic monitoring of the movements of small arms and light weapons and their ammunition and other related materials, from the manufacturer until the end user, with a view to helping member States competent authorities to detect illicit manufacture and trading;
  8. **BROKERING:** Work carried out as an intermediary between any manufacturer, supplier or distributor of small arms and light weapons and any buyer or user; this includes the provision of financial support and the transportation of small arms and light weapons;
  9. **TRANSFER:** Includes import, export, transit, transshipment and transport or any other movement whatsoever of small arms and light weapons, ammunition and other related materials from or through the territory of a State;
  10. **NON-STATE ACTORS:** Such as any actor other than State Actors, mercenaries, armed militias, armed rebel groups and private security companies.
  11. **SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS:** In this Convention this shall be deemed to include ammunition and other related materials.

### **Article 2 - Objectives**

The objectives of this Convention are:

1. To prevent and combat the excessive and destabilising accumulation of small arms and light weapons within ECOWAS;
2. To continue the efforts for the control of small arms and light weapons within ECOWAS;
3. To consolidate the gains of the Declaration of the Moratorium on the importation, exportation and manufacture of small arms and its Code of Conduct.
4. To promote trust between the Member States through concerted and transparent action on the control of small arms and light weapons within ECOWAS;
5. To build institutional and operational capacities of the ECOWAS Executive Secretariat and the Member States in the efforts to curb the proliferation of small arms and light weapons, their ammunitions and other related materials;
6. To promote the exchange of information and cooperation among the Member States.

## CHAPTER II TRANSFER OF SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS

### *Article 3*

#### *Prohibition of Transfer of Small Arms and Light Weapons*

1. Member States shall ban the transfer of small arms and light weapons and their manufacturing materials into their national territory or from/ through their national territory.
2. Member State shall ban, without exception, transfers of small arms and light weapons to Non-State Actors that are not explicitly authorised by the importing Member.
3. Small arms and light weapons as defined in this Convention shall not be deemed to be goods for the purpose of Article 45 of ECOWAS Revised Treaty of 1993.

### *Article 4 - Conditions of Exemption*

1. A Member State can request exemption from the provisions of Article 3.1 in order to meet legitimate national defence and security needs, or to participate in peace support or other operations in accordance with the decisions of the United Nations, African Union, ECOWAS, or other regional or sub-regional body of which it is a member.
2. For the purpose of paragraph 1 of this article, Member States shall establish and maintain an effective system of export and import licensing or authorisation, as well as of measures on international transit, for the transfer of small arms and light weapons.
3. Each Member State shall take such measures as may be necessary to ensure that licensing or authorisation procedures are secure and that the authenticity of licensing or authorisation of the documents can be verified and validated.

### *Article 5 - Procedures for Exemption*

1. The request for exemption for an arms transfer is transmitted for examination to the ECOWAS Executive Secretariat and must contain information on:
  - a) Details of the arms to be transferred- the quantity, exact type and kind of arms using ECOWAS classification system, including all serial numbers and other marks;
  - b) Details of the supplier - full details (name of company and representative, address, and full contact details) of all companies and individuals involved, including brokers where relevant;
  - c) Details of the supply process - the number and period of shipments, the routes including transit locations, the type of transport to be used, all companies involved in importing, freight forwarding and handling, details of the storage and management of the weapons whilst being transferred, the time period covered by the activity for which the exemption is requested;
  - d) Details of the final end user - name of individual/company/institution and representative responsible, confirmation from relevant national authority that the end user is authorised to import weapons;
  - e) Details of the end use.
2. The ECOWAS Executive Secretary shall apply the criteria for Article 6 of this Convention for exemption requests as well as those of paragraph (a) of this Article. Reasoned opinion of the ECOWAS Executive Secretary shall be sent confidentially to the Member State in order to confirm or refuse the opinion given. The final decision of Member States shall be taken by consensus. In the absence of a consensus, the exemption request as well as the reasoned opinion of the Executive Secretary shall be submitted for a final decision to the ECOWAS Mediation and Security Council.
3. The granting of an exemption shall be transmitted to the Member State concerned by the ECOWAS Executive Secretary through the issuing of an exemption certificate. The exemption certificate once

issued must accompany the request for an export or import licence as well as the End-User-Certificate.

4. The ECOWAS Executive Secretary shall forward to the Member States information on exemptions granted and refusals within 90 days. The Executive Secretary shall also compile and publish a comprehensive annual report detailing all international arms transfers granted exemptions, and a list of refusals.

### ***Article 6 - Cases for Refusal of Exemptions for Transfers***

1. A transfer shall not be authorised if:
  - a) Authorisation on export, import, transit, transshipment or brokering considered as donation has not been provided by all States directly concerned with the transfer;
  - b) All the required information has not been supplied to the ECOWAS Executive Secretary;
  - c) The arms have not been marked according to requirements under this Convention.
2. A transfer shall not be authorised if its authorisation violates obligations of the requesting States as well as those of Member States, under international law including:
  - a) Obligations under the Charter of the United Nations - including:
    - i. Binding resolutions of the United Nations Security Council such as those imposing arms embargoes;
    - ii. The prohibition on the use or threat of use of force;
    - iii. The prohibition on intervention in the internal affairs of another State.
  - b) Universally accepted principles of international humanitarian law.
  - c) Any other treaty or decision by which the Member States are bound, including:
    - i. binding decisions, including embargoes, adopted by relevant international, multilateral, regional and sub-regional bodies, such as the African Union Peace and Security Council, to which a State is party;
    - ii. Prohibitions of arms transfers that arise in particular treaties which a State is party to, such as OTTAWA Convention on Antipersonnel Mines, the 1980 Convention on Certain Conventional Weapons and its Protocols.
3. A transfer shall not be authorised if the arms are destined to be used:
  - a) for the violation of international humanitarian law or infringement of human and peoples' rights and freedoms, or for the purpose of oppression;
  - b) for the commission of serious violations of international humanitarian law, genocide or crimes against humanity;
  - c) to worsen the internal situation in the country of final destination, in terms of provoking or prolonging armed conflicts, or aggravating existing tensions;
  - d) to carry out terrorist acts or support or encourage terrorism;
  - e) other than for the legitimate defence and security needs of the beneficiary country;
4. A transfer shall not be authorised if it is destined to:
  - a) be used for or to facilitate the commission of violent or organised crime;
  - b) adversely affect regional security; endanger peace, contribute to destabilising or uncontrolled accumulations of arms or military capabilities into a region, or otherwise contribute to regional instability;
  - c) hinder or obstruct sustainable development and unduly divert human and economic resources to armaments of the states involved in the transfer;
  - d) involve corrupt practices at any stage - from the supplier, through any middlemen or brokers, to the recipient;
5. A transfer shall not be authorised if it is likely to be diverted, within the transit or importing country or be re-exported, to unauthorized uses or users or into the illicit trade;

6. The Executive Secretary and all Member States shall provide elements of proof to apply the criteria enunciated in paragraphs 1, 2, 3, 4 and 5 of the present article and to indicate the refusal of exemption request made by a Member State.

## **CHAPTER III MANUFACTURE OF SMALL ARMS AND LIGHT WEAPONS**

### ***Article 7***

#### ***Control of the Manufacture of Small Arms and Light Weapons***

1. Member States shall undertake to control the manufacture of small arms and light weapons within their national territories;
2. Each Member State shall regulate the activities of local small arms and light weapons manufacturers and shall undertake to adopt strategies and policies to the reduction and/or limitation of the manufacture of small arms and light weapons so as to control the local manufacture as well as their marketing in ECOWAS region.
3. Member States shall undertake to draft an exhaustive list of local manufacturers of small arms and light weapons and the registration of each of them into the national arms registers;
4. Where production and/or assembly capacities of small arms and light weapons exist within the ECOWAS region, Member States shall submit to the Executive Secretary. This data shall include the type of the arms and their quantity on their annual production.

### ***Article 8***

#### ***Measures of Control for Small Arms and Light Weapons Manufacture***

Without prejudice to the other measures that Member States will undertake to ensure the effective control of the manufacturing of small arms and light weapons on their national territory, a request for the manufacture of small arms and light weapons will not be granted if the requesting person has not given information relating to :

- a) Details of the arms to be manufactured - the quantity, exact type and kind of arms using ECOWAS classification system, including all serial numbers and other markings;
- b) The procedure for marking; the procedure for entering details of each small arm and light weapon into the national small arms and light weapons register; information on the storage and management of the weapons after manufacture.

## **CHAPTER IV TRANSPARENCY AND EXCHANGE OF INFORMATION**

### ***Article 9***

#### ***National Database and Registers of Small Arms and Light Weapons***

1. Member States shall establish where they do not exist already, national computerised registers and database of small arms and light weapons.
2. The following information shall be recorded in the national registry:
  - a) Description of the product (type or model, calibre) and quantity (if it concerns a batch);
  - b) the content of the marking;
  - c) the names and addresses of the former and current owners and, when possible, successive

- owners;
- d) the date of registration;
- e) information concerning each transaction including:
  - i. the name and address of the shipper, the intermediary (where applicable), the consignee and the user indicated on the end-user-certificate;
  - ii. the point of departure, transit and destination, as well as the customs references and the dates of departure, transit and delivery to the end-user.
  - iii. the export, transit and import licence (quantities and batches corresponding to the same licence as well as the validity of the license);
  - iv. full details concerning the method of transport and transporter(s);
  - v. the controlling agency or agencies (at point of departure, transit and entry);
  - vi. the nature of the transaction (commercial, non-commercial, private or public, conversion, repair);
  - vii. where applicable, the insurer and/or the financial institution intervening in the transaction.
- 3. Records shall be permanently kept in the register.

### **Article 10**

#### ***ECOWAS Small Arms and Light Weapons Database and Registers***

1. Member States undertake to establish a sub-regional database and register of small arms and light weapons under the ECOWAS Executive Secretary as a way of promoting confidence.
2. The ECOWAS Executive Secretariat shall develop in collaboration with the Member States the procedures for the setting up and management of the database and register as well as the issues to be covered.
3. The Member States shall provide the ECOWAS Executive Secretariat with all the necessary information for the operation of the sub-regional database and register of small arms and light weapons. Member States also undertake to transmit an annual report to the ECOWAS Executive Secretary detailing their orders or purchase of small arms and light weapons.
4. The ECOWAS Executive Secretary shall present an annual report on the workings of the sub-regional database and register of small arms and light weapons at the Summit of Heads of State and Government.
5. Records shall be kept in the register permanently.

### **Article 11 - Register of Arms for Peace Operations**

1. Member States undertake to:
  - a) Establish a register of small arms and light weapons, their ammunition and other related material destined for use in peacekeeping operations both inside and outside the ECOWAS territory under the ECOWAS Executive Secretary as a way of ensuring the control of movements of small arms and light weapons and their effective withdrawal at the end of peace operations in which Member States are participating.
  - b) Declare in this regard to the ECOWAS Executive Secretariat all small arms and light weapons used in peace operations.
  - c) Declare to the ECOWAS Executive Secretary all the small arms and light weapons seized, collected and/or destroyed during peace operations on their territory and in the ECOWAS region.
2. The ECOWAS Executive Secretary shall take the necessary measures to ensure the adequate recording of the information transmitted by the Member States participating to peace operations.
3. Records shall be permanently kept in the register.

### **Article 12 - Dialogue with Manufacturers and Suppliers**

1. The ECOWAS Executive Secretary and each Member State shall strengthen cooperation and dialogue with national and international manufacturers and suppliers of arms as well as with the competent international and regional organisations in order to ensure their support, respect for and compliance with the spirit and the letter of this Convention.
2. The ECOWAS Executive Secretary shall take the necessary measures to take advantage of the information available from Member States of the Wassenaar Arrangement, the European Union and other manufacturers and suppliers of arms, in order to strengthen the effective implementation of this Convention.

### ***Article 13 - Prevention of and the Fight Against Corruption***

Member States shall institute appropriate and effective measures for cooperation between administrative departments concerned and law enforcement agencies to curb corruption associated with the illicit manufacturing of, trafficking in, illicit possession and use of small arms and light weapons.

## **CHAPTER V - OPERATIONAL MECHANISM**

### ***Article 14***

#### ***Control of Possession of Small Arms and Light Weapons by Civilians***

1. Member States shall prohibit the possession, use and sale of light weapons by civilians.
2. Member States shall regulate the possession, use and sale of small arms by civilians.
3. Authorisations may be granted to permit individual possession of one or more small arms and their ammunition in line with the legislation of each Member State. Applications for such authorisations shall be processed by relevant national authorities. All applicants must appear in person. The Executive Secretary shall develop and communicate authorisation procedures to the relevant national authority.
4. Member States undertake to implement a strict control regime for civilian possession of the small arms. The authorisation procedure will involve issuing a license from the relevant national authority for each small arm used by a civilian. Member States shall not grant an authorisation if the applicant does not meet the following criteria:
  - a) The required minimum age;
  - b) Applicant does not have criminal record and has not been subject to morality investigation;
  - c) Proof of a legitimate reason to possess, carry or use for each small arm;
  - d) Proof that the prospective owner has undergone safety training and competency training including training in the relevant laws regarding small arms and light weapons;
  - e) Proof that the weapon will be stored in a safe place and separately from its ammunition.
5. Member States shall impose a limit on the number of weapons a licence may cover and require a 'cooling off' period of at least 21 days before an authorisation is granted for the possession of each weapon. Member States shall include an expiration date on each licence and authorisations shall be subject to periodic review. Contravention of regulations concerning possession of small arms in private hands will allow the small arms to be seized by the authorities, the licence/authorisation revoked, and adequate sanctions including penalties applied.
6. Member States shall include information regarding the civilian possession of small arms within the national small arm database and register established under Article 9 of the present Convention;
7. Member States undertake to introduce minimum penal sanctions for the illicit possession and use of small arms and light weapons and the carrying of unlicensed small arms.

### ***Article 15 - Visitors' Certificates***

1. Each Member State shall take the appropriate measures demanding that visitors wanting to import temporarily small arms covered by this Convention for the duration of their temporary stay in the ECOWAS region, prepare in advance an application including information about the purpose, type and marking of small arms to be imported into one of the ECOWAS territories and to declare the arms on their arrival. Such application shall be addressed to the relevant authorities of the Member State concerned for decision.
2. ECOWAS Executive Secretary shall issue guidelines on the procedures to be followed and communicate them to the relevant authority.
3. If the request is agreed, the competent national authorities shall issue to the visitors an entry certificate and an exit declaration at the visitors' arrival and departure.
4. All certificates shall be recorded by the Member States concerned in the national small arms register referred to in compliance with the above mentioned Article 9.

### ***Article 16 - Management and Security of Stockpiles***

1. Member States shall take the necessary measures to ensure the safe and effective management, storage and security of their national stocks of small arms and light weapons;
2. To this effect, Member States shall establish effective standards and procedures for stockpile management, storage and security. These standards and procedures shall include:
  - a) appropriate site;
  - b) physical security measures of storage facilities;
  - c) inventory management and record keeping;
  - d) staff training;
  - e) security during manufacture and transportation;
  - f) sanctions in case of theft or loss.
3. Member States shall ensure that stockpiles of small arms and light weapons by manufacturers, dealers as well as individuals are securely stored in accordance with the appropriate standards and procedures;
4. Member States shall undertake to regularly review, in accordance with national laws and standards, the storage facilities and conditions of small arms and light weapons held by their armed and security forces and other authorised bodies in order to identify, for disposal, surplus and obsolete stocks;
5. The Executive Secretary shall ensure, in collaboration with Member States, that effective standards and procedures for stockpile management of weapons collected in the context of peace operations are duly observed.

### ***Article 17 - Collection and Destruction of Small Arms and Light Weapons***

1. Member States shall undertake to collect and/ or destroy:
  - a) the arms which are surplus to the national needs or have become obsolete;
  - b) seized weapons;
  - c) unmarked weapons;
  - d) illicitly held weapons;
  - e) arms collected in the implementation of peace accords or programmes for the voluntary handing in of weapons.
2. All weapons so collected must be registered and securely stored and or destroyed.
3. Member States undertake to promote and/ or carry out programme of voluntary handing in of weapons.

### ***Article 18 - Marking***



1. For identification purposes, all small arms and light weapons, their ammunition and other materials, considered as essential by the supplier, shall be assigned a unique and specific marking upon manufacture; this marking shall include the following elements:
2. For small arms and light weapons covered under this Convention,
  - a) « Classic marking » shall include a unique serial number, the manufacturer's identity, as well as the identification of the country and year of manufacture. Information concerning the purchaser's identity and the country of destination should also be included if known at the time of manufacture. The markings shall be expressed alphanumerically. They must be legible and should be featured on a maximum number of main parts of the weapon, and at the very least on the part designated by the manufacturer as essential as well as on one other important part of the arm;
  - b) A « Security marking » shall be applied to all weapons produced after the entry into force of this Convention. This will permit the identification of the weapons in the event that classic markings have been destroyed or falsified. Security markings must be undertaken on component parts that are not easily manipulated after the weapon's manufacture, and the falsification of which would render the weapon unusable;
  - c) Member States that import a small arm that is not marked in accordance with the provisions outlined under paragraph a) and b) above shall:
    - i. Apply a classic marking if the weapons were manufactured before the entry into force of this Convention;
    - ii. Apply a classic marking and a security marking if the weapons were manufactured after the entry into force of this Convention; failing this, the weapons cannot be imported or must be destroyed.
    - iii. If the importing country and the year of import are not known at the time of manufacture, the acronym of the importing State and the year of importation are marked by a competent institution in the importing country.
3. For ammunition:
  - a) The markings shall include a unique lot number, the manufacturer's identity, as well as the country and year of manufacture. Information concerning the purchaser's identity and the country of destination should also be included if known at the time of manufacture. These details must feature at least once on the jacket (i.e. cartridge) containing the powder or liquid used in the ammunition or explosive. The markings shall be expressed alphanumerically.
  - b) The smallest ammunition packaging shall include information outlined under 3(a).

### **Article 19 - Tracing**

1. Member States shall exchange information on illicit small arms and light weapons and on seized small arms and light weapons, as well as trafficking in weapons that contravene international law or the internal laws of the States in which the operations take place (condemnation of the person or institution implicated, sanctions, disposal, destruction methods, neutralisation).
2. In the case of other small arms and light weapons, Member States shall exchange the following data on a regular basis:
  - a) on manufacture (the marking system and techniques used, and authorized manufacturers);
  - b) on transfers (exports to and/or imports from all other States, transits, information available concerning national legislation, existing practices and controls, authorised dealers and brokers);
  - c) on existing stockpiles (management, inventory, security, surplus, losses, theft, destruction).
3. The Executive Secretary shall receive request for exemption and shall act in accordance with Article 5 of this Convention.
4. A Member State may initiate a tracing request through the ECOWAS Executive Secretary in relation to small arms and light weapons found within its territorial jurisdiction that it considers to be illicit.

5. To ensure smooth and effective cooperation in tracing, requests for assistance in tracing illicit small arms or light weapons will contain sufficient information including, inter alia:
  - a) Information describing the illicit nature of the small arm and light weapon, including the legal justification thereof and circumstances under which the small arm and light weapon was found;
  - b) Markings, type, calibre and other relevant information;
  - c) Intended use of the information being sought.
6. Member States receiving a tracing request shall acknowledge receipt within a reasonable time frame.
7. Member States shall provide reliable responses to tracing requests made by other Member States within one month from the date of receipt of the said request.
8. In responding to a tracing request, the requested Member States shall provide all available information sought by the requesting Member States that is relevant for the purpose of tracing illicit small arms and light weapons.
9. The requested Member States may seek additional information from the requesting Member States where a tracing request does not contain the information required in Paragraph 5 above.

### ***Article 20 - Brokering***

1. Member States shall register all citizens and all companies incorporated in their territory that are brokering small arms and light weapons, including financial agents and transportation agents on armament and shall make such registration a requirement for their licit operation.
2. Member States shall ensure that all registered small arms and light weapons brokering agents obtain an explicit authorization for each individual transaction in which they are involved irrespective of where the arrangements take place.
3. Member States shall require that all small arms and light weapons brokering license applications for authorisation provide full disclosure of relevant import and export licences or authorisations and associated relevant documents, the names and locations of all brokering and shipping agents involved in the transaction and the transit routes and points of the small arms and light weapons shipments.
4. Member States shall adopt such legislative and other measures to punish and establish as a criminal offence the illicit brokering of small arms and light weapons.
5. Brokering activities may be assessed under Article 1 and 6 of the present Convention.

### ***Article 21 - Harmonization of Legislative Provisions***

1. Member States shall undertake to revise and update national legislation to ensure that the provisions in this Convention are minimum standards for small arms and light weapons control and their ammunition as well as other related materials.
2. Each Member State shall adopt legislative and other necessary measures to establish as a criminal offence in the following cases:
  - a) any activity carried out in violation of the provisions of this Convention;
  - b) any activity carried out in violation of an arms embargo imposed by the United Nations, the African Union or ECOWAS;
3. The Executive Secretary shall elaborate and propose to Member States guidelines for harmonization of legislative provisions.

### ***Article 22 - Strengthening of Border Controls***

Member States, in collaboration with the ECOWAS Executive Secretary, shall:

- a) Strengthen sub-regional cooperation among defence and security forces, intelligence services, customs and border control officials in combating the illicit circulation of small arms and light weapons.
- b) Enhancing the capacity of national defence and security forces, law enforcement and security agencies, including appropriate training in investigative procedures, border control and law enforcement techniques, and upgrading of equipment and resources.

### ***Article 23 - Public Education and Awareness Programmes***

1. In the interest of promoting a culture of peace, Member States shall design public/community education and awareness programmes at local, national and regional levels in order to involve the population in the efforts to curb the proliferation of small arms and light weapons.
2. Member States in this regard shall undertake to develop and/or strengthen their partnership with civil society organisations at local, national and regional level including women, youth and others, for better information and raise public awareness on the dangers of the proliferation of small arms and light weapons.
3. Member States shall encourage civil society organisations to play a leading role in creating awareness and education of the population.

## **CHAPTER VI INSTITUTIONAL AND IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS**

### ***Article 24 - Member States***

1. Within the framework of the implementation of this Convention, the States Parties which have not yet done so, shall establish through regulation or legislation a National Commission in accordance with Article 51 of the Protocol on mechanisms for prevention, management, resolution of conflict and keeping peace and security and with the enforcement of the decision of the Conference of Heads of State and Government on December 10th, 1999 on the establishment of National Commissions for the fight against the illicit proliferation and circulation of light weapons.
2. The National Commissions shall be established according to the existing ECOWAS guidelines contained in the National Manual prepared by ECOWAS.
3. Member States shall allocate a budget line to ensure effective functioning of National Commissions
4. The Member States shall elaborate their National Action Plans on Small Arms and Light Weapons.
5. Such action plans shall be developed through a national information gathering process involving all relevant national stakeholders including civil society, and the convening of a national forum of all stakeholders to deliberate on the elements to be included in the National Action Plan.

### ***Article 25 - The ECOWAS Executive Secretary***

1. The ECOWAS Executive Secretary is responsible for supporting and supervising the application of the provisions of this Convention. To this end the ECOWAS Executive Secretary shall:
  - a) define and carry out the policy for mobilising the necessary resources for the implementation of this Convention;
  - b) provide the Member States with the necessary financial and technical support for the realisation of their activities;
  - c) ensure the monitoring and implementation of this Convention;

- d) present an annual Report to the Summit of Heads of State and Government on the status of implementation of the Convention.
  - e) if ECOWAS Executive Secretary deems it necessary, refer a specific urgent and/or serious question regarding the application of this Convention to the ECOWAS Mediation and Security Council.
2. The Executive Secretary shall develop a Plan of action for the implementation of this Convention and submit it to the appreciation of the Member States for adoption. Such a plan shall outline key activities that need to be implemented (such as Capacity Building, harmonization of national legislation, border control, public awareness raising, information exchange among National Commissions, strengthening the capacity of civil society, organisations, etc).
  3. Member States shall take the necessary measures to endow the ECOWAS Executive Secretariat with the institutional and operational capacities appropriate to the responsibilities given to the Executive Secretary by this Convention.

### ***Article 26 - Cooperation Within and Among States***

Member States undertake to promote intra- and inter-state cooperation in the implementation of this Convention. To this effect:

- a) the ECOWAS Executive Secretary shall prepare procedures for interstate cooperation between security forces, the services in charge of border controls and all other services concerned, in the spirit of this Convention.
- b) The ECOWAS Executive Secretary shall facilitate and seek assistance for the training of officials in intra- and interstate cooperation.

### ***Article 27 - Complaint Procedure Concerning Violation of this Convention***

1. All concerns relating to the violation of this Convention shall be brought to the attention of the ECOWAS Executive Secretary who would then submit such a complaint to the ECOWAS Mediation and Security Council;
2. If the ECOWAS Mediation and Security Council considers that there is a breach of the obligations under this convention, it shall decide on the appropriate measures to be taken such as inquiry, study or sanctions;
3. This review procedure of complaints shall not mean the impossibility for a State or an individual to refer to the ECOWAS Court of Justice if it notes a failure in the application of this Convention.

### ***Article 28 - Monitoring the Implementation of this Convention***

1. In order to ensure the monitoring of and compliance with the provisions of this Convention, the Executive Secretary shall appoint a Group of Independent Experts who supports him. The Group of Independent Experts shall submit a report to the Executive Secretary.
2. Member States, upon the request of the Executive Secretary, shall provide the Group of Independent Experts with all information at their disposal on exemption request.
3. The Group of Independent Experts may seek any other information it shall deem useful for its work in relation with Member States and through cooperation with Member States of the Wassenaar Arrangements, the European Union and suppliers of arms.
4. Each Member State shall submit an annual report to the ECOWAS Executive Secretary on its activities related to small arms and light weapons as well as other matters in relation with this Convention, in accordance with the format of report developed by the Executive Secretary.
5. A Conference of all Parties to the Convention shall be convened by the Depositary as soon as possible after the entry into force of this Convention. The Conference of Heads of State and Government of

member States shall review the implementation of this Convention and shall have further mandates as decided by Member States. Other Conferences of Member States shall be held as needed.

## **CHAPTER VII - GENERAL AND FINAL PROVISIONS**

### ***Article 29 - Interpretation and Dispute Settlement***

1. Any dispute arising out of the interpretation and/or the implementation of the Convention shall be settled by way of negotiation or by recourse to the ECOWAS Mediation and Security Council.
2. In the absence of a negotiated settlement, the dispute shall be brought before the ECOWAS Court of Justice.

### ***Article 30 - Special Provisions***

The undertakings ensuing from the provisions of this Convention shall not be interpreted as being in contradiction to the spirit and letter of the Conventions or Accords linking a Member State with a Third State as long as these Conventions and Accords are not in contradiction with the spirit and letter of this Convention.

### ***Article 31 - Sanctions***

Sanctions mentioned in Article 77 of the ECOWAS Revised Treaty are applicable to all Member States whom the ECOWAS Court of Justice would have found to be in violation of this Convention.

### ***Article 32 - Final Provisions***

#### **a) Signature, Ratification, Accession and Entry into Force**

1. This Convention shall be open for signature to ECOWAS Member States. It shall be subject to ratification.
2. It shall enter into force on the date of deposit of the ninth instrument of ratification.
3. For a signatory that ratifies this Convention after the date of the deposit of the ninth instrument of ratification, it shall enter into force for that signatory on the date of deposit of its instrument of ratification.
4. Any ECOWAS Member State that has not signed this Convention shall be able to accede to it. In this case, this Convention shall enter into force for that State upon the date of the deposit of the instrument of accession.

#### **b) Amendments**

1. Any amendment to this Convention proposed by a Member State shall be submitted to the ECOWAS Executive Secretary who shall notify the Member States.
2. Decision on the adoption of such an amendment shall be taken by the Conference of Heads of State and Government by a two-thirds majority of the Member States.
3. An amendment so adopted shall enter into force for all Member States who are party to this Convention after receipt by the Depository of the instrument of ratification by the majority of Member States.

#### **c) Withdrawal**

1. Each Member State shall, in exercising its national sovereignty, have the right to withdraw from this Convention if it decides that extraordinary events related to the subject-matter of this Convention, have jeopardised its supreme interests.
2. Withdrawal shall be effected by a Member State giving notice, which includes a statement of the

extraordinary events it regards as having jeopardised its supreme interest, twelve months in advance to the Depository. The Depository shall circulate such notice to all other Member States.

3. During the period of twelve months referred to in the preceding paragraph, such Member State shall nevertheless continue to observe the provisions of this Convention.

#### **d) Depository Authority**

1. This Convention shall be deposited with the Executive Secretary of ECOWAS, who is hereby designated as the Depository of the Convention.
2. The Depository shall:
  - a) Receive instruments of ratification;
  - b) Register this Convention with the African Union, the United Nations, as well as any other organisation as may be decided by the ECOWAS Mediation and Security Council;
  - c) Transmit authentic copies of this Convention to all States in the ECOWAS region, and shall notify them of signatures and ratifications and accession of this Convention.

IN FAITH WHEREOF, WE, THE HEADS OF STATE AND GOVERNMENT OF THE MEMBER STATES OF THE ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES (ECOWAS) HAVE SIGNED THIS CONVENTION IN THREE ORIGINALS IN THE ENGLISH, FRENCH AND PORTUGUESE LANGUAGES, ALL TEXTS, BEING EQUALLY AUTHENTIC.

**DONE AT ABUJA, THIS 14TH DAY OF JUNE 2006**

**H. E. Thomas Boni YAYI**

President of the Republic of **BENIN**

Republic of **CAPE VERDE**

**H. E. ALIEU NGUM**

Minister of Trade, Industry and Employment,  
Representing the President  
of the Republic of The **GAMBIA**

**H. E. Fatoumata Kaba SIDIBE**

Minister for International Cooperation  
Representing the President of the Republic  
of **GUINEA**

**H. E. ELLEN JOHNSON-SIRLEAF**

President of the Republic of **LIBERIA**

**H. E. Mamadou TANDJA**

President of the Republic of **NIGER**

**H. E. ABDOU AZIZ SOW**

Minister for NEPAD, Economic Integration  
in Africa & Good Governance Policy Representing  
the President of the Republic of **SENEGAL**

**H. E. Blaise COMPAORE**

Chairman of the Council of Ministers  
President of **FASO**

**S. E. DR. ALBERT MABRI TOIKEUSSE**

Minister for African Integration  
Representing the President  
of the Republic of **CÔTE D'IVOIRE**

**H. E. John Agyekum KUFUOR**

President of the Republic of **GHANA**

**H. E. DE SOUSA - RUI DIA**

Minister, Presidency of Council of Ministers  
on Social Communication & Affairs  
Representing the President of the Minister  
Republic of **GUINEE BISSAU**

**H. E. Amadou Toumani TOURE**

President of the Republic of **MALI**

**H. E. Olusegun OBASANJO, GCFR**

President and Commander-in-Chief  
of the Armed Forces  
of the Federal Republic of **NIGERIA**

**H. E. Alh. (Dr.) Ahmad Tejan KABBAH**

President of the Republic of **SIERRA LEONE**

**H. E. Faure Essozimna GNASSINGBE**

President of the **TOGOLE** Republic



GRIP  
GROUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Fondé en 1979 à Bruxelles, le GRIP est un institut de recherche indépendant qui étudie les questions de défense, de sécurité et de désarmement. Par ses travaux, le GRIP veut contribuer à une meilleure compréhension de ces problématiques dans la perspective d'une amélioration de la sécurité internationale en Europe et dans le monde.

**Adresse:** rue Van Hoorde, 33  
B -1030 Bruxelles  
Tél.: (32.2) 241.84.20  
Fax: (32.2) 245.19.33  
Courriel: [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Site web: <http://www.grip.org>

(bureaux ouverts du lundi  
au vendredi de 8h30 à 13h et  
de 13h30 à 17h)

**Directeur:** Bernard Adam

**Coordination:** Bernard Adam, Luc Mampaey, Caroline Pailhe, Marc Schmitz

**Recherche:** Bernard Adam, Holger Anders, Georges Berghezan, Ilhan Berkol, Claudio Gramizzi, Luc Mampaey, Caroline Pailhe, Cédric Poitevin, Federico Santopinto, Pamphile Sebahara, Marc Schmitz, Xavier Zeebroek

**Secrétariat et administration:**  
Dominique Debroux, Caroline Pailhe, Chantal Schamp

**Centre de documentation:**  
Alain Reisenfeld

**Édition, relations publiques:**  
Denys Detandt, Danièle Fayer-Stern, Sabine Fiévet, Marc Schmitz

**Informatique:** Pascal Derycke, Luc Mampaey

**Conseil d'administration:**  
Bernard Adam (administrateur délégué), Rik Coolsaet, Laurent Dumont, Jean-Paul Marthoz, Carl Vandoorne, Guy Vaerman.

## LES PUBLICATIONS DU GRIP

Depuis sa fondation, le GRIP est surtout connu pour son travail d'édition. Au fil du temps, les publications ont changé, tant au niveau du contenu, de la présentation que de la périodicité. Depuis l'automne 1997, elles se présentent sous trois formes :

### 1. Les Nouvelles du GRIP

Une lettre d'information trimestrielle de 8 pages : regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités du centre, etc.

Cette lettre est envoyée d'office à tous les **membres du GRIP** en règle de **cotisation** de même qu'aux abonnés aux « Livres du GRIP ».

### 2. Les Livres du GRIP

Chaque année, le GRIP publie 5 ouvrages en collaboration avec les éditions Complexe, abordant les questions internationales dans les domaines de la géostratégie, de la défense et de la sécurité internationale.

Ces 5 ouvrages font partie de l'abonnement aux « Livres du GRIP » ; ils sont également disponibles en librairie et au GRIP.

### 3. Les Rapports du GRIP

Cette nouvelle collection (format A4, sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart au GRIP.

Ces rapports sont envoyés d'office à tous ceux qui souscrivent un abonnement de soutien ; ils peuvent aussi être commandés au GRIP.

## Tarifs 2007

	Belgique	Autres Europe	Autres Monde
<b>1. Cotisation</b>			
<i>Abonnement aux «Nouvelles du GRIP»</i>	15 euros	16 euros	18 euros
<b>2. Les Livres du GRIP</b>			
<i>Abonnement annuel aux 5 livres<sup>1</sup> et aux «Nouvelles du GRIP»</i>	80 euros	90 euros	95 euros
<b>3. Abonnement complet<sup>2</sup></b>			
<i>Abonnement à toutes les publications (Rapports inclus)</i>	135 euros	150 euros	160 euros
<b>4. Abonnement de soutien</b>	250 euros	250 euros	250 euros

1. L'abonnement couvre 5 livres (équivalant à 10 numéros), plus le trimestriel «Les Nouvelles du GRIP».

2. L'abonnement annuel complet inclut la collection des Rapports (non périodiques), avec en moyenne six parutions par année.

### Vous souhaitez vous abonner ?

Vous pouvez le faire par téléphone (02/241.84.20), par fax (02/245.19.33), par courriel ([publications@grip.org](mailto:publications@grip.org)) ou en nous envoyant votre demande d'abonnement, accompagnée de votre paiement, au GRIP, rue Van Hoorde 33 B -1030 Bruxelles.

**Modes de paiement:** **Belgique** (virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement) / **France** (chèque barré; mandat postal international) / **Luxembourg** (soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP) / **Autres pays** (virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international) / **Autre moyen de paiement** (carte de crédit - VISA, Eurocard, Mastercard - Précisez votre n° de carte et la date d'expiration.



## Les Rapports du GRIP

- |      |  |      |  |
|------|--|------|--|
| 4/00 | <b>National Missile Defense - Le retour de la guerre des étoiles et les enjeux stratégiques</b> , Aris Roubos et Michel Wautelet, 60p., 9,92 euros.  | 2/04 | <b>Bilan d'un an de guerre en Irak - Analyse des coûts et des éléments déclenchants</b> , Caroline Pailhe avec la collaboration de Valérie Peclow et Federico Santopinto, 52p., 9 euros.                 |
| 5/00 | <b>L'Union européenne et la prévention des conflits africains</b> , Félix Nkundabagenzi, 28p., 7,44 euros.   | 3/04 | <b>L'Union européenne et le renseignement - Perspectives de coopération entre les Etats membres</b> , Thierry Coosemans, 52p., 9 euros.  |
| 6/00 | <b>Groupe Herstal S.A. - L'heure des décisions</b> , Luc Mampaey, 34p., 7,44 euros.  | 4/04 | <b>Marquage, enregistrement, traçage des armes légères et de petit calibre: projet de convention</b> , Ilhan Berkol, 44p., 8,5 euros.  |
| 7/00 | <b>La disponibilité des armes légères illicites - Comment combattre cette menace internationale</b> , Peter Lock, 34p., 7,44 euros.  | 5/04 | <b>Qui arme les Maï-Maï? - Enquête sur une situation originale</b> , Charles Nasibu Bilali, 26p., 7 euros.   |
| 1/01 | <b>Le micro-désarmement - Le désarmement concret en armes légères et ses mesures associées</b> , Michel Wéry avec la contribution de Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 64p., 13 euros.   | 1/05 | <b>RDC - Ressources naturelles et transferts d'armes</b> , Anne Renauld, 33p., 7 euros.  |
| 2/01 | <b>Le réarmement de la Sierra Leone - Un an après l'accord de paix de Lomé</b> , Eric G. Berman, une étude de Small Arms Survey, 42p., 8,50 euros.   | 2/05 | <b>Iran - Regard vers l'Est : la politique asiatique de la république islamique</b> , Mohammad-Reza Djilili et Thierry Kellner, 35p., 7 euros.   |
| 3/01 | <b>La disponibilité des armes à feu - Quel impact sur la sécurité et la santé publique ?</b> , collectif, 40p., 8,50 euros.  | 3/05 | <b>Burundi - Armes légères et violence armée: quel impact sur les femmes</b> , Edward B. Rackley, 27p., 7 euros.   |
| 4/01 | <b>La conférence des Nations unies de juillet 2001 sur les armes légères - Analyse du processus et de ses résultats</b> , Ilhan Berkol, 58p., 11 euros.  | 4/05 | <b>Afrique de l'Ouest: Vers une Convention sur les armes légères</b> , Albert Chaïbou et Sadou Yattara, 20p., 6 euros.   |
| 5/01 | <b>L'ONU face au terrorisme</b> , Sandrine Santo, 38p., 8,50 euros.  | 5/05 | <b>Afrique de l'Ouest: L'harmonisation des législations nationales sur les armes légères</b> , Hélène N.V. Cissé, 22p., 6 euros.   |
| 1/02 | <b>La Chine et la nouvelle Asie centrale - De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre</b> , Thierry Kellner, 40p., 8,50 euros.   | 6/05 | <b>Afrique centrale : l'harmonisation des législations nationales sur les armes légères</b> , Pierre Huybrechts et Ilhan Berkol, 105p., 15 euros.  |
| 2/02 | <b>L'Union européenne et la prévention des conflits - Concepts et instruments d'un nouvel acteur</b> , Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow, 72p., 13 euros.   | 7/05 | <b>Guerres et déficits - Les deux piliers de l'économie des Etats-Unis</b> , Luc Mampaey, 31p., 7 euros.   |
| 3/02 | <b>L'Inde et le Pakistan - Forces militaires et nucléaires en présence</b> , Françoise Donnay, 40 p., 8,50 euros.  | 8/05 | <b>Le régime nucléaire - Les efforts de la communauté internationale en matière de désarmement et de non-prolifération</b> , Céline Francis, 40p., 8 euros.  |
| 4/02 | <b>Les exportations d'armes de la Belgique</b> , Bernard Adam, Sarah Bayés, Georges Berghezan, Ilhan Berkol, Françoise Donnay, Luc Mampaey et Michel Wéry, 72 p., 13 euros.  | 1/06 | <b>Trafics d'armes - Enquête dans la plaine de la Ruzizi (RDC-Burundi)</b> , Jacques Ntibarikure, avec la collaboration de Charles Nasibu Bilali, Nicolas Florquin et Georges Berghezan, 32 p., 7 euros. |
| 1/03 | <b>Les relations arméno-turques - La porte close de l'Orient</b> , Burcu Gültekin et Nicolas Tavitian, 32p., 7 euros.  | 2/06 | <b>La Conférence internationale sur l'Afrique des Grands Lacs - Enjeux et impact sur la paix et le développement en RDC</b> , Pamphile Sebahara, 28 p., 7 euros.   |
| 2/03 | <b>La crise ivoirienne - De la tentative du coup d'Etat à la nomination du gouvernement de réconciliation nationale</b> , Claudio Gramizzi et Matthieu Damian, 45p., 9 euros.  | 3/06 | <b>RD Congo - Acquis et défis du processus électoral</b> , Pamphile Sebahara, 21 p., 6 euros.  |
| 3/03 | <b>Enfants soldats, armes légères et conflits en Afrique - Les actions de la coopération au développement de l'Union européenne et de la Belgique</b> , Claudio Gramizzi, Félix Nkundabagenzi, Sophie Nolet et Federico Santopinto, 44p. | 4/06 | <b>Trafics d'armes - Enquête de terrain au Kivu (RDC)</b> , coordination Georges Berghezan, 46 p., 8,50 euros.   |
| 4/03 | <b>Questions juridiques sur la régionalisation des licences d'armes</b> , Nicolas Crutzen, 28p., 7 euros.  | 5/06 | <b>Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels - Compendium 2006</b> , Luc Mampaey, 33p., 7,50 euros.   |
| 1/04 | <b>Le contrôle du courtage des armes - Prochaines étapes pour les Etats membres de l'UE</b> , Holger Anders, 34p., 7 euros.  | 1/07 | <b>Agenda humanitaire à l'horizon 2015 - Principes, pouvoir et perceptions</b> , collectif, 54p., 9 euros.   |